

N° 122 – 2^{ème} trim. 2005
Mai 2005

	Page
<i>Synthèse</i>	2
<i>Avertissement méthodologique</i>	5
<i>1. Vue d'ensemble</i>	8
<i>1.1 Les entreprises</i>	8
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	8
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois.....	12
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
<i>1.2 Les ménages</i>	16
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages	16
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages	17
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....	18
<i>1.3 Les indicateurs macroéconomiques</i>	19
<i>2. Analyse sectorielle</i>	24
<i>2.1 Secteur primaire</i>	24
<i>2.2 Industrie agroalimentaire</i>	28
<i>2.3 Autres industries</i>	32
<i>2.4 Bâtiment et travaux publics</i>	36
<i>2.5 Commerce</i>	40
<i>2.6 Hôtellerie - Tourisme</i>	46
<i>2.7 Services marchands</i>	50

Synthèse

La croissance économique mondiale, +4,5% en 2004, la meilleure performance depuis vingt ans, est restée, au premier trimestre 2005, fortement dépendante de la conjoncture aux Etats-Unis et en Chine. Elle pourrait, à terme, souffrir de l'enchérissement des prix du pétrole ; le cours du brut atteignait US\$ 57,60 le baril à fin mars et nombre de prévisionnistes tablent sur une fourchette de US\$60 à US\$80 au cours de l'année, en raison des tensions sur la demande.

Si l'économie des **Etats-Unis** a marqué le pas au premier trimestre 2005, avec un PIB en hausse de 3,5% en glissement annuel après +3,8% au trimestre précédent, il pourrait ne s'agir que d'un « passage à vide » selon la thèse de la Federal Reserve. L'activité montre d'ailleurs des signes positifs pour la fin du premier semestre. La demande des ménages se reprend, comme en témoigne la progression de 1,4% des ventes de détail en avril, après +0,4% en mars (+8,6% en glissement annuel). Globalement, elle profite de la hausse des revenus personnels, +6% sur un an, et de la vigueur des créations d'emplois (+2,2 millions entre avril 2004 et avril 2005). Le taux de chômage est stable à 5,2%, proche du niveau considéré comme incompressible. Le léger ralentissement ressenti dans la production industrielle en avril (-0,2% sur le mois) pourrait n'être qu'une parenthèse, le taux d'utilisation des capacités de production plafonnant à un niveau élevé (79,2% en avril). Ce faisceau d'indicateurs majoritairement satisfaisants, additionné à la poussée des prix à la consommation, +3,5% en avril, induite par les produits énergétiques et alimentaires, devrait conforter la Banque centrale américaine dans sa politique de resserrement monétaire graduel.

Le PIB de la **Chine** a crû de 9,5% sur les trois premiers mois de l'année. Bénéficiant de l'abolition des quotas textiles, sa production industrielle a enregistré +16% en glissement annuel en avril, après +15,1% en mars. Mais la sous-évaluation de sa monnaie, qui crée artificiellement un avantage comparatif en faveur des produits chinois, est ouvertement critiquée par ses partenaires commerciaux. A l'occasion de la réunion du G7 d'avril dernier, ces derniers ont plaidé pour un réaménagement de la parité du yuan. Dans un souci d'apaisement, les autorités chinoises ont donc décidé en mai, d'une part d'autoriser sept banques étrangères à intervenir en tant que teneurs de marché sur le marché des changes local et, d'autre part, d'imposer des droits de douane sur leurs exportations textiles.

Le **Japon**, de son côté, a profité de la santé de sa puissante voisine : son PIB a augmenté de 5,3% en comparaison annuelle au premier trimestre 2005, après +0,1% et -1% aux précédents. La production industrielle, ainsi que la demande des ménages y ont participé, progressant respectivement de 16% et de +18,2% entre février et mars.

Un regain de croissance a également été observé au sein de la **zone euro** dont le PIB s'est élevé de 2% au premier trimestre après seulement +0,6% sur les trois derniers mois de 2004, avec cependant de notables divergences entre les pays membres. L'Italie, qui a aligné deux trimestres d'affilée de baisse de son PIB, est entrée en récession et la croissance allemande n'a été due qu'au recul des importations, lié à la faiblesse de sa consommation. En mars, la production industrielle de la zone euro a stagné en comparaison annuelle et reculé deux mois consécutifs (-0,2% en mars, après -0,6% en février). En avril, la hausse des prix, +2,1%, a été entretenue par la cherté du pétrole et accessoirement par la revalorisation du tabac.

La conjoncture en **France** a été caractérisée par un ralentissement au premier trimestre 2005 : le PIB, que les analystes attendaient autour de +0,4%, n'a monté que de 0,2% par rapport au dernier trimestre 2004 en raison de l'affaiblissement des fondamentaux de l'économie (+1% en glissement annuel). La production industrielle n'a pas varié en rythme annuel, reculant même deux mois de suite (-0,6% en février et -0,5% en mars) et l'investissement des entreprises a été moins dynamique (+1,6% contre +1,9% au quatrième trimestre 2004). Le chômage s'est aggravé, touchant 10,2% de la population active à fin mars 2005 contre 10,1% le mois précédent. Quant au solde de la balance du commerce extérieur, il s'est dégradé à cause du repli de 0,1% des exportations et de la moindre expansion des importations (+0,6% contre +1% au trimestre précédent). Les dépenses de consommation des ménages ont enregistré +0,7% contre +1,1% précédemment. Néanmoins, elles se sont redressées en avril (+1% en rythme mensuel après -0,5% en mars) confirmant leur rôle primordial de moteur de l'économie.

Sur les trois premiers mois de l'année, l'économie de la **Polynésie française** a peu progressé. Si le commerce de détail a estimé son courant d'affaires satisfaisant, il a été médiocre, voire en repli pour les autres secteurs.

L'**indice global des prix** a révélé une absence d'inflation : 100,6 en mars 2005, après 101 en décembre 2004 et 100,4 en mars 2004, soit -0,4% sur le trimestre et +0,2% sur l'année.

La **consommation des ménages** a été portée par les mesures gouvernementales en sa faveur, à savoir la forte révision du SMIG et l'adoption d'un dispositif incitant au remplacement des voitures de plus de dix ans. Les immatriculations de véhicules neufs ont augmenté de 7,4% en variation trimestrielle (1 881 contre 1 753 au quatrième trimestre 2004) et de 17,9% en glissement annuel (1 595 au premier trimestre 2005).

Quant aux intentions d'**investissement** des entreprises, elles ont été encore très modestes dans l'ensemble, sauf l'agroalimentaire. A l'inverse, l'investissement des ménages, dopé par les prêts d'aménagement bonifiés (PAB), est resté plus soutenu, comme le prouve la hausse de 3,8% en glissement annuel de l'encours des crédits à l'habitat aux particuliers (90,3 milliards de F CFP au premier trimestre 2005 contre 86,9 un an plus tôt).

Sur la fin de l'année précédente, l'**emploi** s'est stabilisé en glissement annuel (62 811 salariés contre 62 801 au dernier trimestre 2003) et a enregistré +0,5% sur le trimestre (62 639 au troisième trimestre 2004).

En comparaison annuelle, les **indicateurs de vulnérabilité** se sont améliorés. Les incidents de paiement sur effets ont diminué de moitié (46 contre 101 au premier trimestre 2004) et ceux sur les chèques de 2% (2 101 contre 2 143 un an auparavant). Les décisions de retrait de cartes bancaires, pour leur part, se sont restreintes de 59,5% (51 contre 126 au premier trimestre 2004). Seules les interdictions bancaires se sont multipliées : +7,7% pour les personnes morales et +4,9% pour les personnes physiques.

L'actualité de l'**agriculture** a été dominée par le repli des cours de la vanille et les difficultés des élevages porcins confrontés à la brucellose.

Quant à la **pêche**, elle devrait être ranimée par le retour de la ressource dans les eaux polynésiennes, confirmé au premier trimestre 2005.

La reprise que le **BTP** espérait s'est produite au premier trimestre 2005, mais n'a pas conduit à gonfler ses effectifs et les professionnels se montrent inquiets pour la suite de l'année face au déficit d'appels d'offres.

La conjoncture de l'**industrie** semble avoir également été positive, mais risque de retomber au deuxième trimestre.

A l'inverse, les mauvaises impressions ressenties par les professionnels du **tourisme** ont été corroborées par les statistiques du Service du tourisme : la fréquentation touristique a baissé de 12% sur le trimestre (46 860 contre 53 280 au trimestre précédent) et n'a augmenté que de 2,8% en rythme annuel (45 575).

Enfin, pour les **services marchands**, l'activité étale sur les trois premiers mois de l'année, est appelée à se dégrader au cours des suivants.

Avertissement : Une partie des déclarations douanières de novembre et décembre 2004, ainsi que de janvier 2005 ayant fait l'objet d'une saisie manuelle étaient encore, au moment de la rédaction de ce bulletin, en cours de régularisation. C'est la raison pour laquelle il s'est avéré impossible d'obtenir des services concernés les données complètes du commerce extérieur pour le dernier trimestre 2004 et le premier trimestre 2005. Pour les chiffres de novembre 2004, les données provisoires de l'ISPF ont été utilisées et pour celles de décembre, la méthode choisie a été d'extrapoler à partir de la moyenne des trois mois de décembre précédents (2001, 2002 et 2003).

Seuls les chiffres du quatrième trimestre 2004 ainsi obtenus ont été insérés dans cette publication.

Avertissement méthodologique

L'analyse de la conjoncture opérée dans ce bulletin est fondée sur l'interprétation des résultats d'une enquête d'opinion réalisée en avril 2005 auprès d'un échantillon représentatif de près d'une centaine d'entreprises polynésiennes et de l'évolution d'indicateurs macro-économiques se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages.

Interprétation des soldes d'opinion

Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges** d'exploitation, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprises considérant que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations du 1^{er} trimestre 2005) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions du 2^{ème} trimestre 2005) et le pourcentage de chefs d'entreprises considérant que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique mais la question posée se réfère à l'amélioration, la stabilité ou la dégradation.

Les résultats de l'enquête de conjoncture sont représentés sous la forme de graphiques ou de tableaux fléchés retraçant l'évolution des soldes d'opinion des entreprises de l'échantillon.

Depuis le Bulletin trimestriel n° 97, un solde d'opinion positif correspond à une amélioration pour l'entreprise, un solde négatif à une détérioration, quels que soient les indicateurs concernés (ainsi, par exemple, un solde positif indiquera une progression de l'activité, mais le même solde positif appliqué aux charges exprimera une baisse des charges, élément positif pour l'entreprise).

Plus précisément :

- Les courbes ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité. Ainsi, elles évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'elle se rapproche de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe se rapproche de l'axe des abscisses.
- En ce qui concerne les tableaux, une flèche pointant vers le haut correspond à une évolution favorable, quel que soit le sens de variation de l'indicateur concerné. A l'inverse, une flèche pointant vers le bas traduit une évolution défavorable. Ainsi, une flèche descendante pour les charges d'exploitation correspond à une évolution défavorable, donc à un alourdissement (une augmentation) des charges. On notera enfin que l'on parle de stabilité (illustrée par une flèche horizontale) lorsque le solde d'opinion est compris entre -5 % et +5 %.

EXEMPLES					
Activité	Charges d'exploit.	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
 Hausse	 Allègement	 Amélioration	 Hausse	 Hausse	 Plus courts
 Baisse	 Alourdissement	 Détérioration	 Baisse	 Baisse	 Plus longs

Compréhension des graphiques d'indicateurs économiques

Les séries statistiques sont présentées sous la forme de données brutes ou corrigées des variations saisonnières (CVS) ou de moyennes mobiles d'ordre 3, afin d'obtenir un lissage des évolutions trop heurtées. Dans ce dernier cas, la courbe des données non lissées est superposée à la courbe lissée, qui reflète la tendance.

L'utilisation des moyennes mobiles d'ordre 3 consiste à retenir pour un point (mois ou trimestre), la moyenne des valeurs de ce point, du point précédent et du point suivant. Ainsi, par exemple, mai sera la valeur moyenne d'avril, mai et juin, juin celle de mai, juin et juillet, etc...

1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.2 Les ménages

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

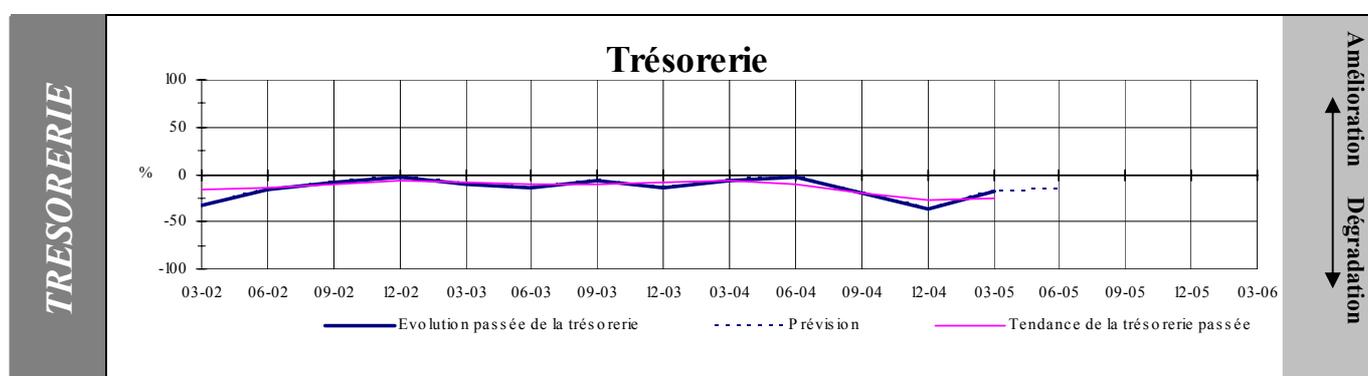
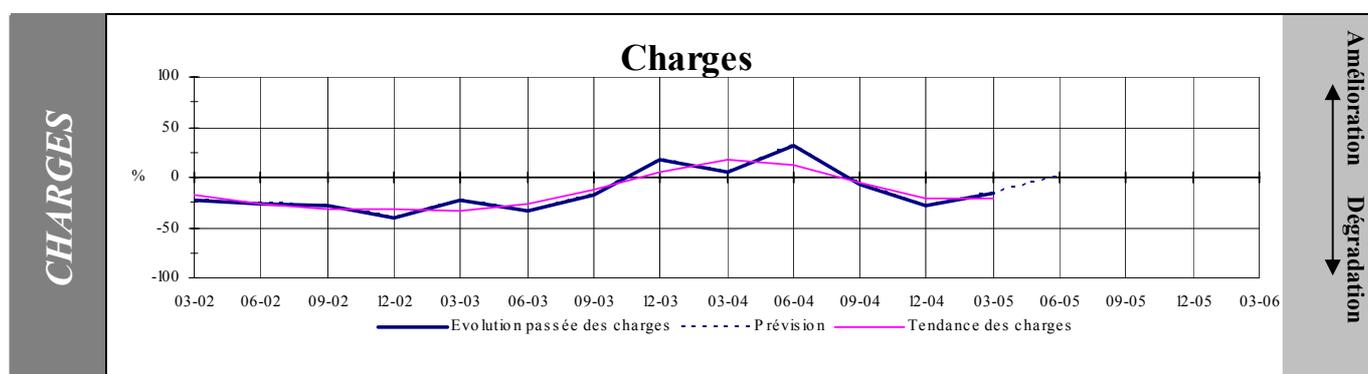
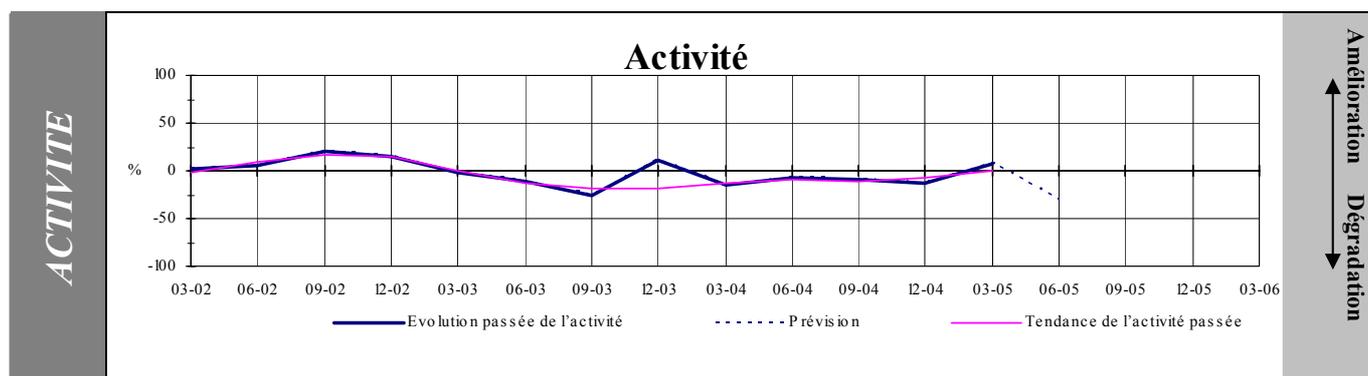
1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 mars 2005 réalisée auprès d'un échantillon de 252 entreprises dont 141 ayant répondu

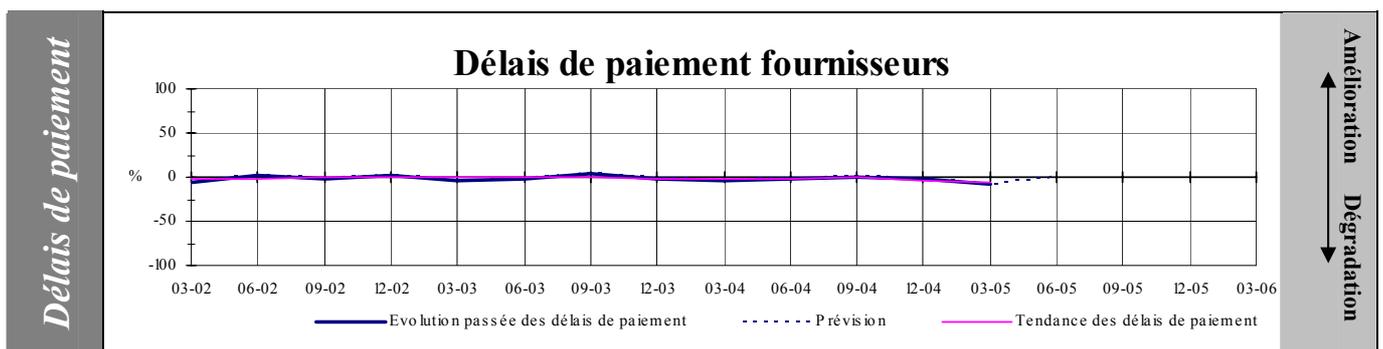
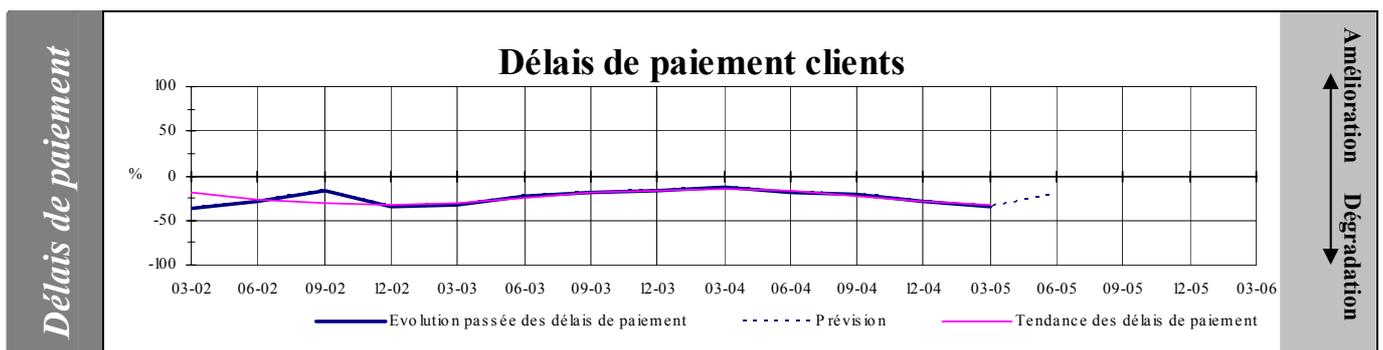
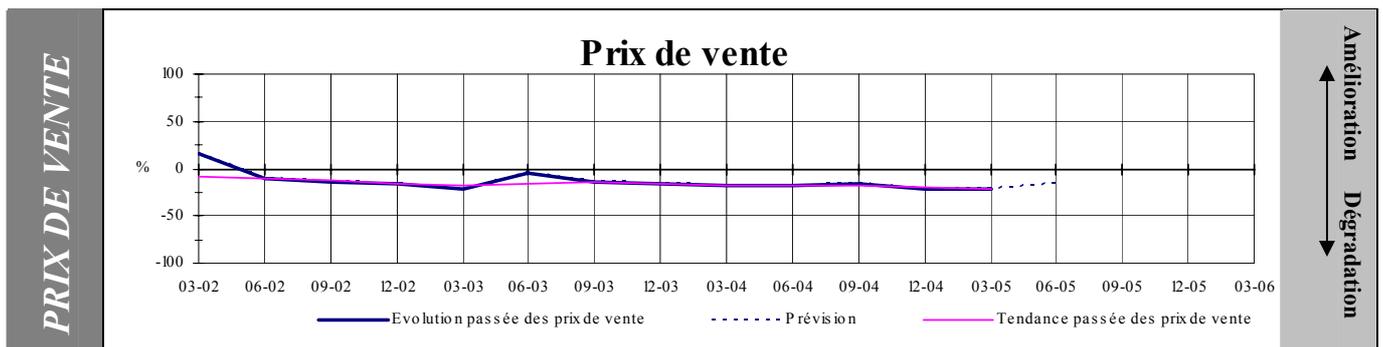
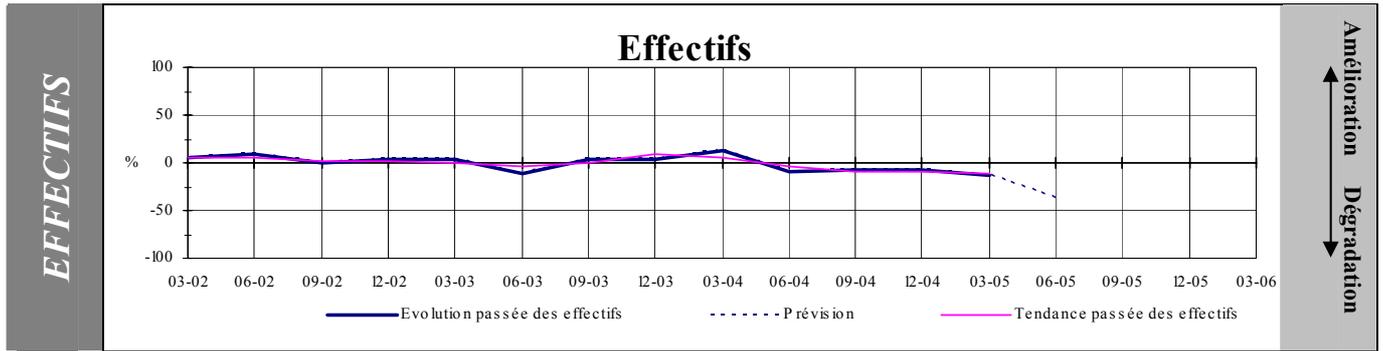
Soldes d'opinions¹ CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 17,2 %²



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

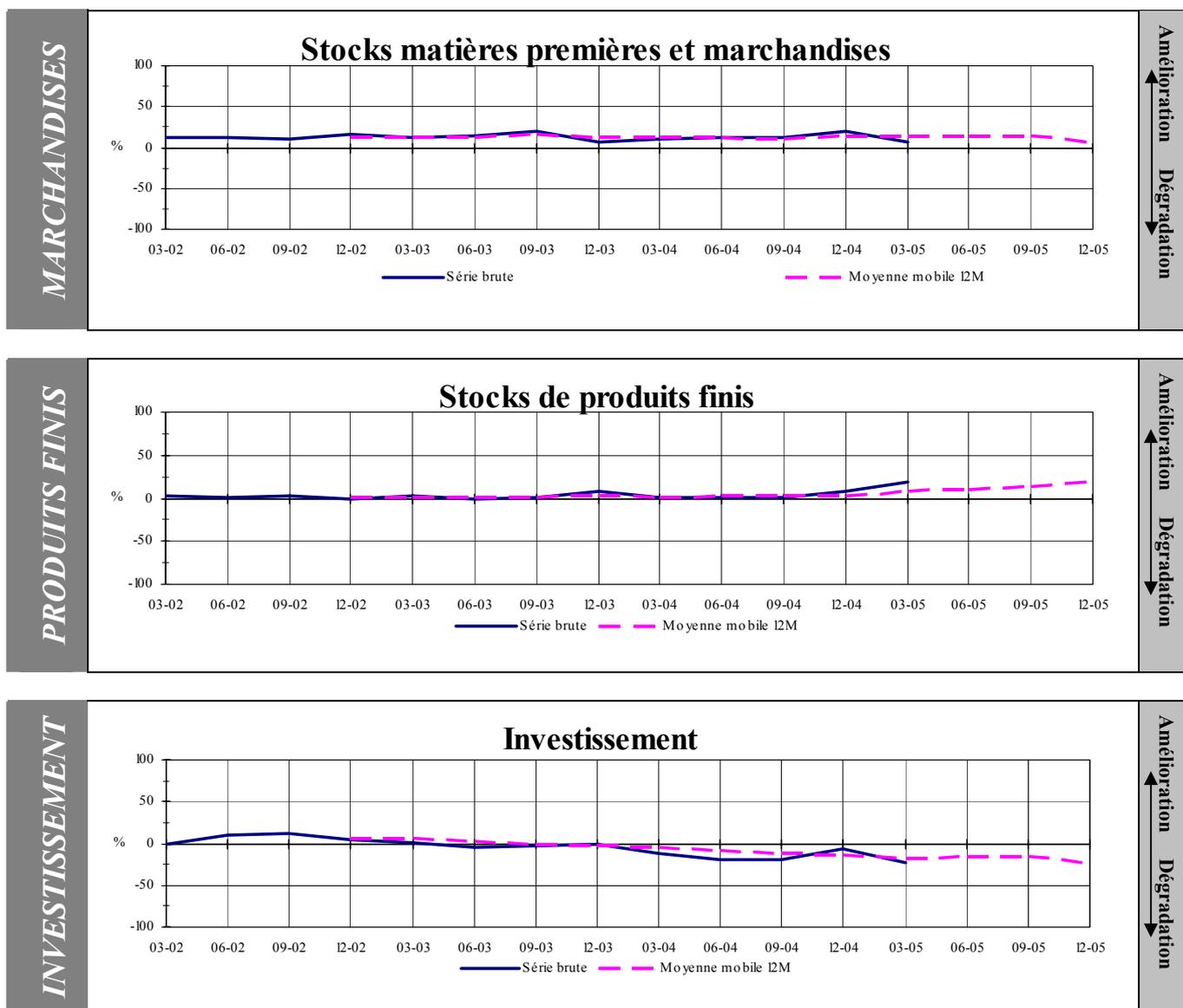
¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

² Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête / effectifs totaux déclarés à la CPS au 31 décembre 2004.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

1.1 Les entreprises



Commentaires :

L'activité économique n'a pas connu, sur les trois premiers mois de l'année, de véritable reprise. Le mouvement de suppressions de postes s'est poursuivi, notamment dans le commerce de détail et l'hôtellerie. Globalement, les charges d'exploitation des entreprises sont restées à un niveau jugé excessif, l'augmentation rapide du SMIG à la fin de 2004 ayant été perçue comme un facteur aggravant. Leur situation de trésorerie a continué de se détériorer sous l'effet conjugué de la baisse des prix et de la multiplication des retards de paiement de la clientèle. En outre, les délais de règlement aux fournisseurs se sont allongés. Les stocks, matières premières et produits finis, ont encore une fois, été jugés supérieurs à la normale.

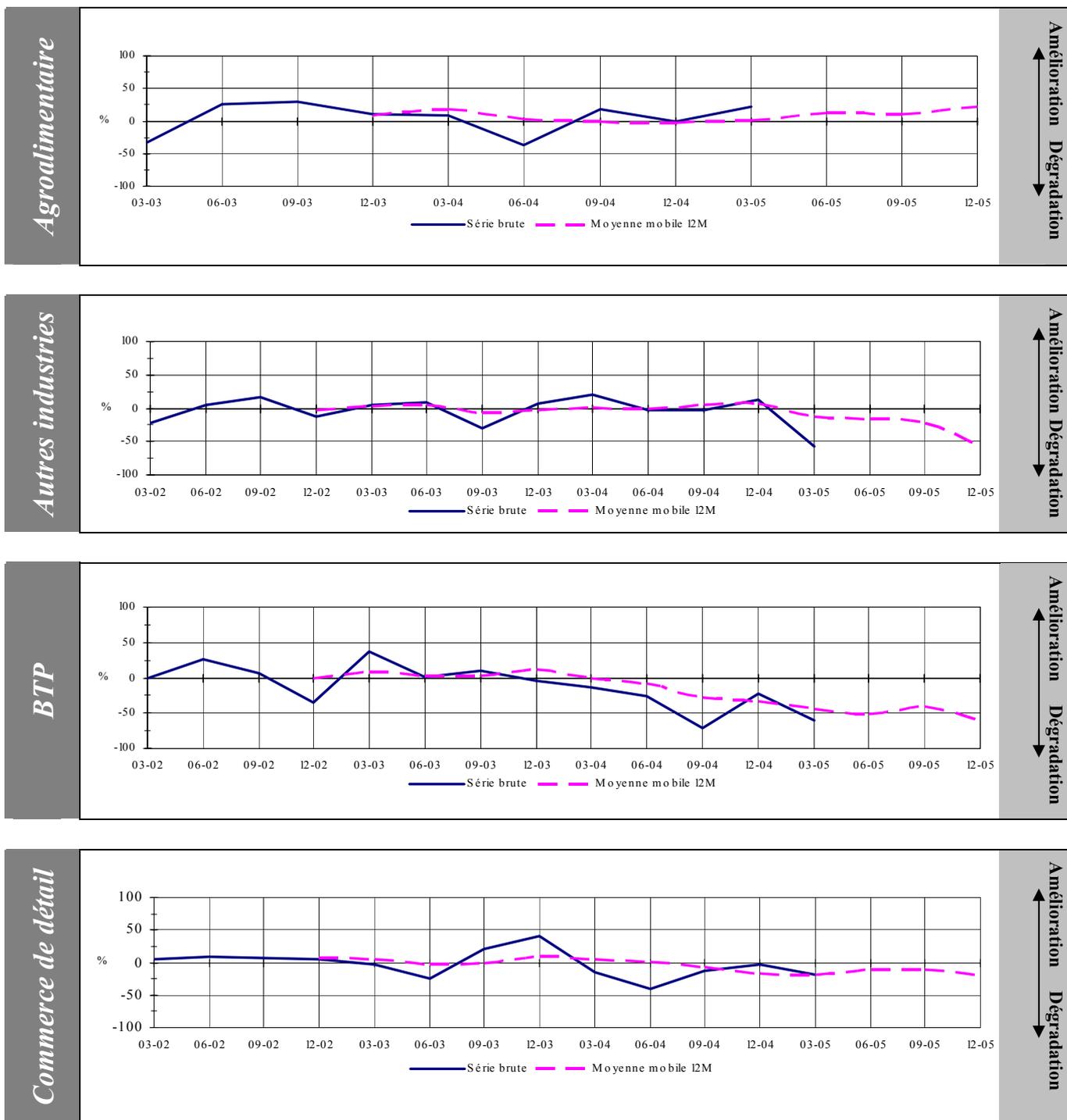
Pour le trimestre suivant, les chefs d'entreprises sondés lors de l'enquête de conjoncture se sont montrés pessimistes. Les délestages d'effectifs ne devraient pas s'arrêter, permettant ainsi une atténuation du poids des charges d'exploitation. La trésorerie des sociétés polynésiennes risque de demeurer fragile, pénalisée par l'orientation baissière des prix de vente et l'accumulation des retards de règlement des clients.

1.1 Les entreprises

1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

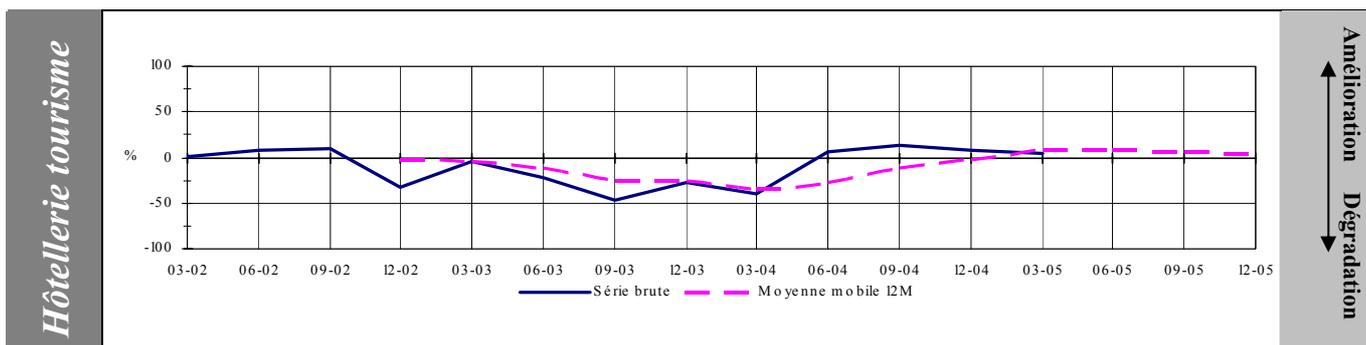
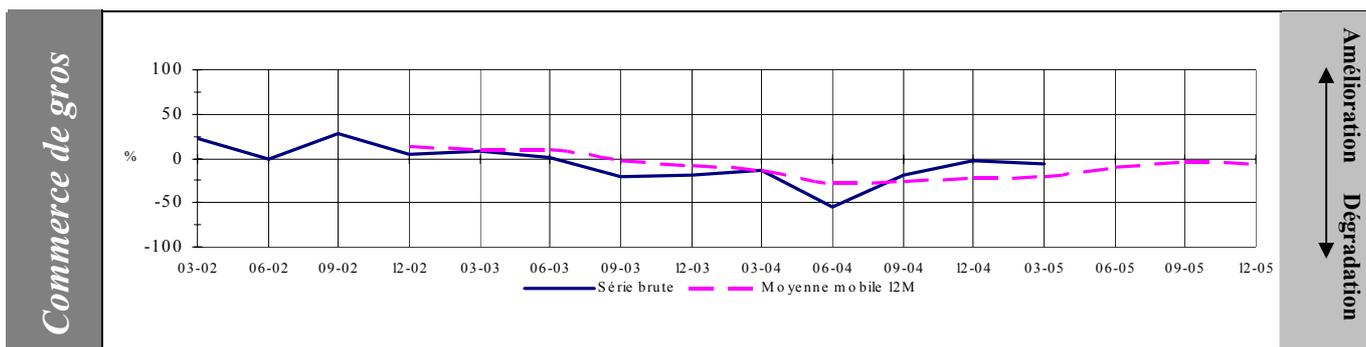
Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 mars 2005

Soldes d'opinions¹ CVS



¹ La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

1.1 Les entreprises

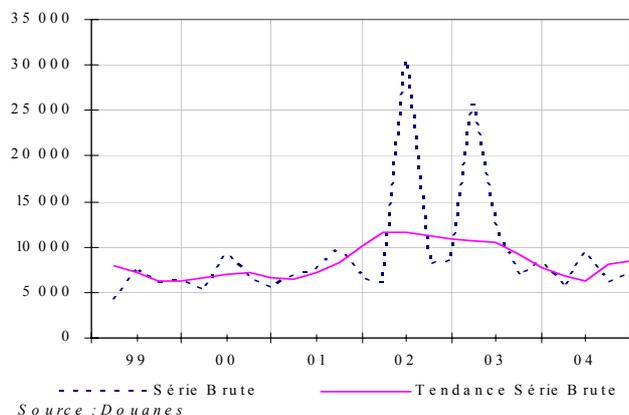


Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

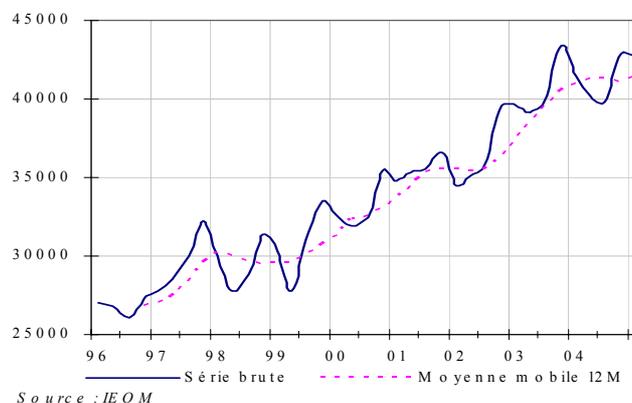
Les biens d'équipement professionnels

Le financement des investissements

Importations de biens d'équipement professionnels (en millions de F CFP)



Encours bancaire des crédits d'équipement (données brutes en millions de F CFP)



Commentaires :

En matière d'investissement, les positions attentistes adoptées à la fin de 2004 par les dirigeants des sociétés polynésiennes participant à l'enquête de conjoncture se sont muées en pessimisme. Seul l'agroalimentaire envisage d'investir ; commerce de gros et hôtellerie prônent plutôt le statu quo, le reste du secteur industriel, le BTP, ainsi que le commerce de détail la réduction.

L'encours des crédits d'équipement s'est inscrit en retrait de 0,3% sur le premier trimestre 2005 (42,7 milliards de F CFP contre 42,8 au quatrième trimestre 2004), progressant tout de même de 2,8% en glissement annuel (41,5 milliards de F CFP au premier trimestre 2004).

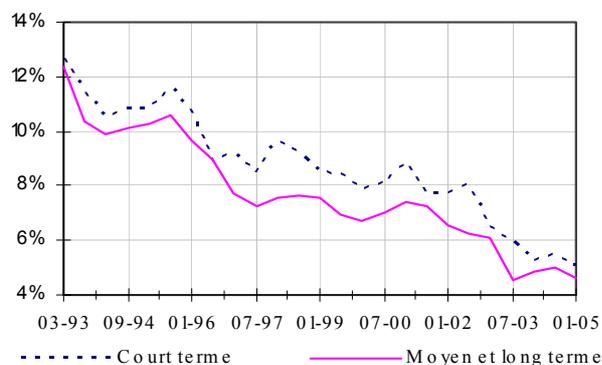
A moyen terme, les intentions d'investissements devraient rester plutôt négatives, hormis pour l'agroalimentaire.

1.1 Les entreprises

1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

Les conditions de financement

Coût du crédit aux entreprises



Source : IEOM

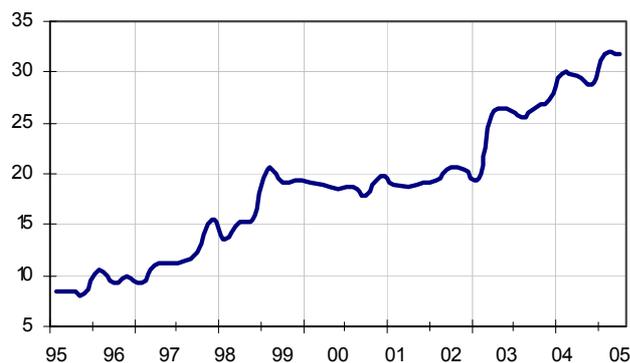
Les indicateurs de vulnérabilité

Ratio créances douteuses brutes/total des crédits



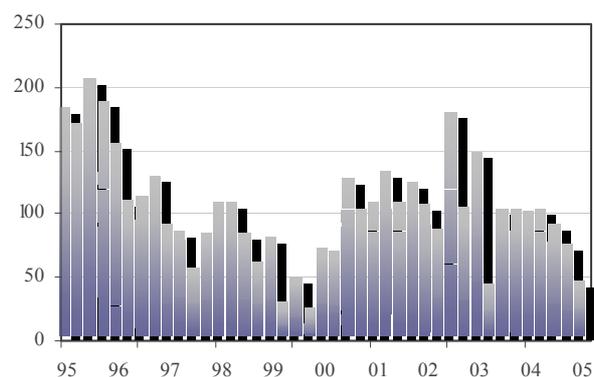
Source : IEOM

*Encours bancaires des crédits d'exploitation
(en milliards de F CFP)*



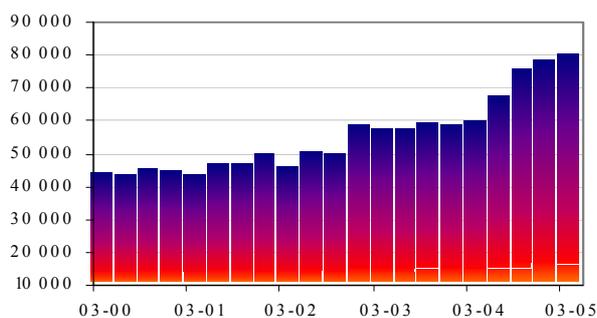
Source : IEOM

*Impayés sur effets
(en cumul trimestriel)*



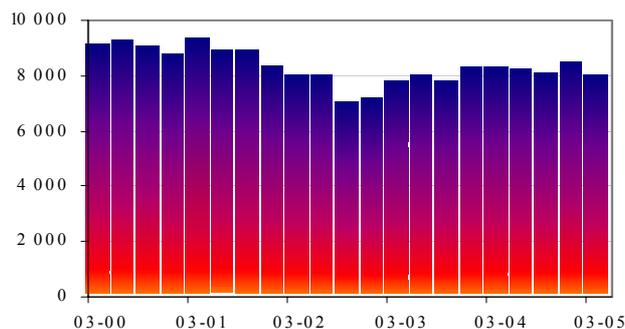
Source : IEOM

*Crédits moyen terme
tous secteurs
(en millions de F CFP)*



Source : IEOM -Service central des risques

*Créances douteuses tous secteurs
(en millions de F CFP)*



Source : IEOM -Service central des risques

Commentaires :

L'encours global des crédits à moyen terme a augmenté de 1,9% au premier trimestre de l'année en cours, entraîné par ceux du BTP (+11%), des transports et communications (+9,4%), de l'industrie (+6,7%) et de l'agriculture (+2,6%). A l'inverse, ceux des services aux entreprises (-12,3%), du commerce (-2,2%) et, dans une moindre mesure, de l'hôtellerie (-0,4%), se sont contractés. En glissement annuel, l'encours total a progressé de 33,5% grâce à l'ensemble des secteurs, sauf le commerce qui a stagné (+0,3%).

Les incidents de paiement sur effets ont baissé de 38,7% sur le trimestre (46 contre 75 précédemment) et ont été divisés par deux sur l'année (101 au premier trimestre 2004). Quant aux interdictions bancaires concernant les personnes morales, elles se sont stabilisées entre le dernier trimestre 2004 et le premier trimestre 2005 (337 contre 339), mais ont augmenté de 7,7% en rythme annuel (313 au 31 mars 2004).

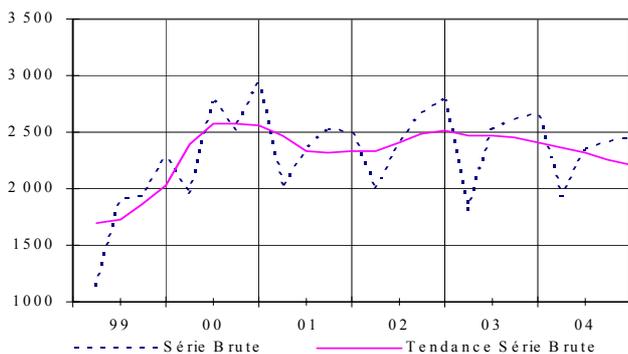
L'encours des créances douteuses s'est inscrit en hausse de 0,7 %, après +7,7 % au trimestre précédent ; cette modération au premier trimestre 2005 s'explique par le reflux de l'encours des transports et communications (-45%) et, accessoirement, de ceux du commerce (-5,5%), de l'hôtellerie (-3,2%) et de l'industrie (-1,6%). Seuls ceux du BTP (+10,3%) et de l'agriculture (+8,2%) ont crû. Sur l'année, l'encours global a diminué de 2,8%, principalement en raison de l'évolution de celui des transports et communications (-45,8%). En revanche, les encours du BTP (+35,4%) et de l'agriculture (+24%) ont atténué la tendance générale.

1.2 Les ménages

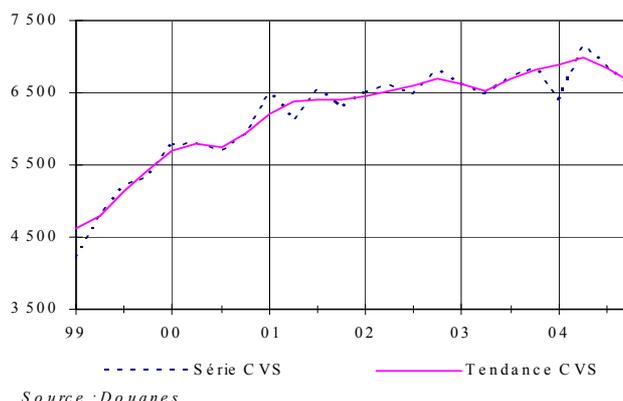
1.2 Les ménages

1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages

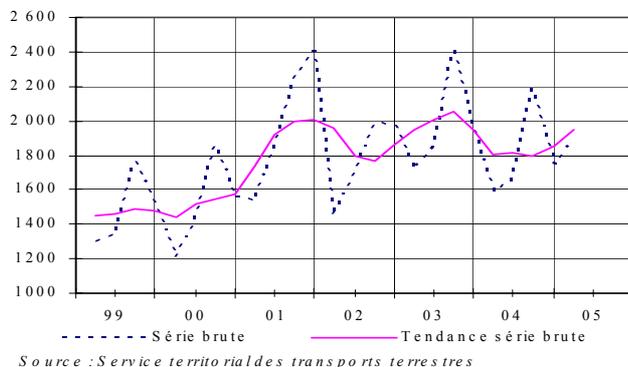
Importations de biens d'équipement ménagers
(en millions de F CFP)



Importations de produits alimentaires
(en millions de F CFP)



Immatriculations de véhicules neufs



Encours bancaire de crédits à la consommation
(en millions de F CFP)



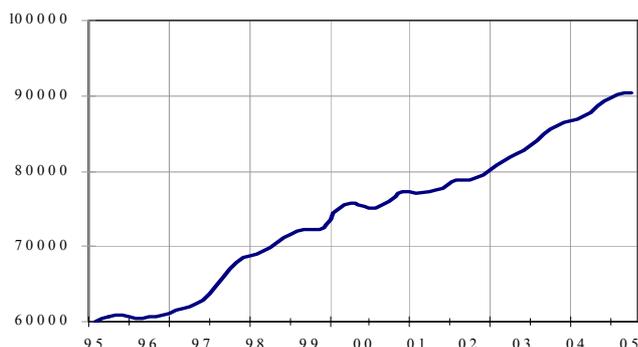
Commentaires :

Le marché de l'automobile a été soutenu par une mesure gouvernementale visant à subventionner la reprise de tout véhicule de plus de dix ans à l'achat d'un neuf. Limité à 300 unités sur une durée maximale de quatre mois, le dispositif a connu un véritable succès. Arrivé à son terme au bout de seulement deux mois, il a fortement dynamisé les immatriculations de véhicules neufs : +7,3% sur le trimestre (1 881 contre 1 753 au quatrième trimestre 2004) et +17,9% en glissement annuel (1 595 au premier trimestre 2004).

La progression de l'encours des crédits bancaires à la consommation s'est ralentie sur le trimestre : +0,9% (66,9 milliards de F CFP au 31 mars 2005 contre 66,3 au 31 décembre 2004), après +4,9% précédemment. En revanche, il a crû de 9,1% en glissement annuel (61,3 milliards de F CFP au 31 mars 2004).

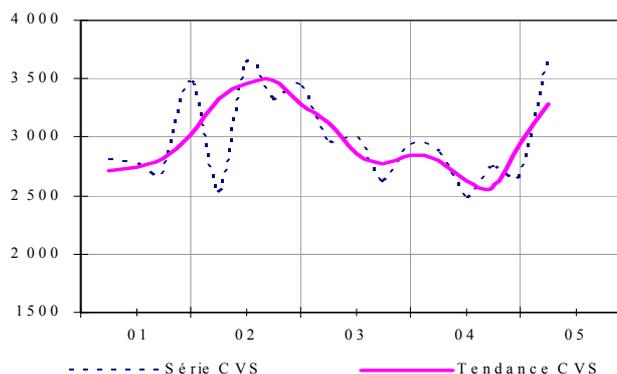
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages

Encours bancaires des crédits à l'habitat
(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Montants des prêts à l'habitat octroyés par les banques (en millions de F CF)



Source : Etablissements de crédit

Commentaires :

L'encours des crédits bancaires à l'habitat s'est stabilisé à 90,3 milliards de F CFP au premier trimestre 2005 (90,2 milliards de F CFP au quatrième trimestre 2004, soit +0,1%), mais a enregistré +3,8% en rythme annuel (86,9 milliards de F CFP en mars 2004).

Entre le dernier trimestre 2004 et le premier trimestre 2005, les nouveaux prêts au logement accordés par les banques locales ont progressé de 82,8% en volume (565 contre 309 au dernier trimestre 2004) et de 42,5% en valeur (3,7 milliards de F CFP contre 2,6). Cette évolution est entièrement due aux aménagements et réparations, dynamisés par le dispositif de relance gouvernemental, sous la forme de prêts d'aménagement bonifiés (PAB), d'un montant global de 5 milliards de F CFP qui inclut la participation des banques locales (prêts à 1% ou 2% en fonction des revenus des postulants avec un plafond de 7 millions de F CFP) : leur hausse a été de 157,1% en nombre (414 contre 161) et de 174% en montant (1,8 milliard de F CFP contre 0,7 précédemment). Les emprunts pour l'habitat personnel sont certes passés à 151 contre 148, soit +2%, mais leur valeur a reculé de 1,9% (1,9 milliard de F CFP contre 2).

1.2 Les ménages

1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

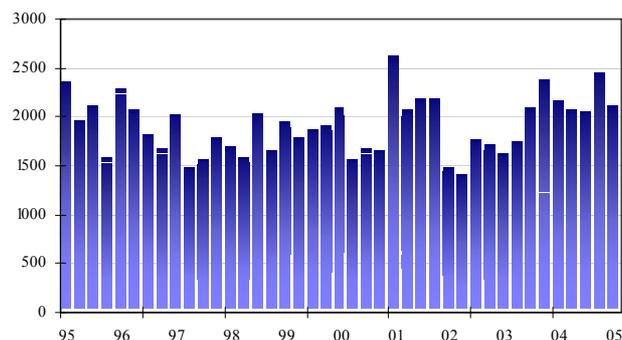
Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement

*Incidents de paiement sur chèques
(en cumul sur les 12 derniers mois)*



Source : IEOM

*Incidents de paiement sur chèques
(en cumul trimestriel)*



Source : IEOM

*Décisions de retraits de cartes bancaires
(en cumul sur les 12 derniers mois)*



Source : IEOM

Personnes physiques en interdicts bancaires



Source : IEOM

Commentaires :

Sur les trois premiers mois de 2005, les incidents de paiement sur chèques se sont repliés de 14% sur le trimestre et de 2% en comparaison annuelle (2 101 contre 2 442 au dernier trimestre 2004 et 2 143 au premier trimestre 2004). Les décisions de retraits de cartes bancaires, en hausse de 6,3% par rapport aux trois derniers mois de 2004 (51 contre 48), ont baissé de 59,5% sur l'année (126 au premier trimestre 2004).

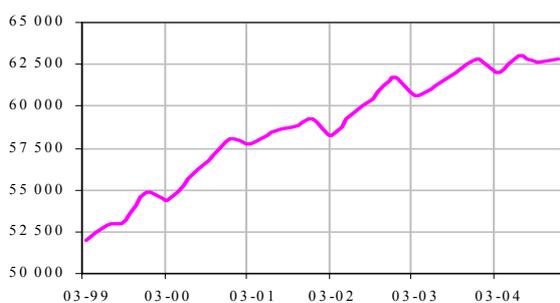
Les interdictions bancaires concernant les personnes physiques sont passées à 3 609 en mars 2005 après 3 623 en décembre 2004 (-0,4%) et 3 441 en mars 2004 (+4,9%).

Au 31 mars 2005, l'encours des créances douteuses brutes s'élevait à 6,3 milliards de F CFP contre 9,4 précédemment, soit -33% sur le trimestre.

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

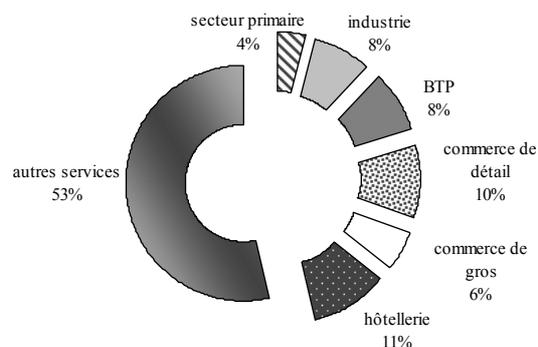
L'emploi

Salariés déclarés à la CPS



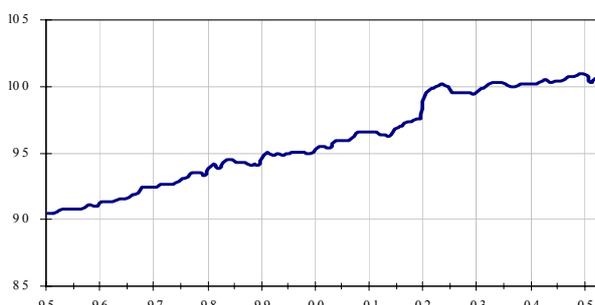
Source : Caisse de prévoyance sociale - IS PF

Répartition par secteur au 31 décembre 2004



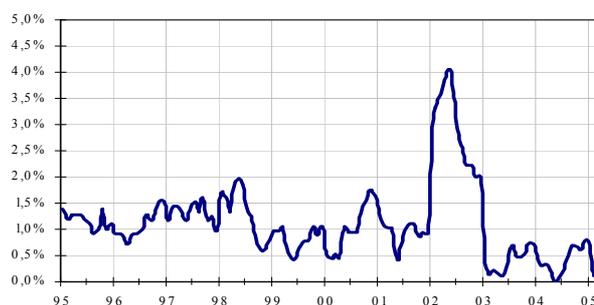
Les prix

*Indice des prix à la consommation
(base 100 = août 2003)*



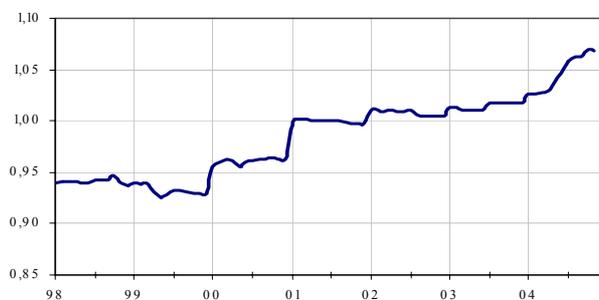
Source : IS PF

*Variation en glissement annuel des prix à la consommation
(base 100 = août 2003)*



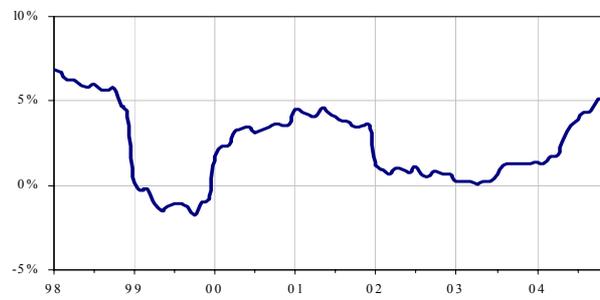
Source : IS PF

*Index général du BTP
(Tous corps d'état BTP01 base 1^{er} août 2001)*



Source : IS PF

*Variation en glissement annuel de l'index général du BTP
(Tous corps d'état BTP01 base 1^{er} août 2001)*

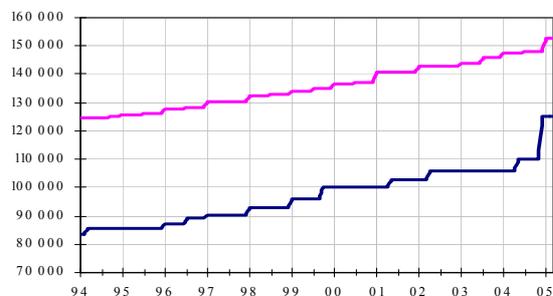


Source : IS PF

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

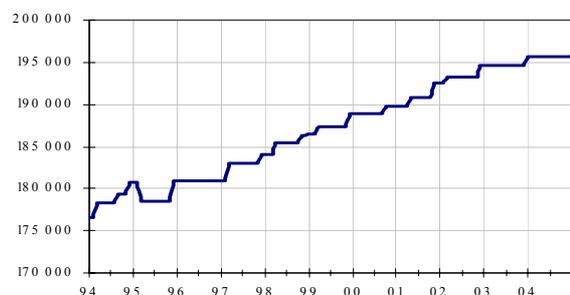
Les salaires

Smig et salaires du BTP
(en F CFP)



Source : Inspection du travail — Smig — Salaire BTP (OP I)

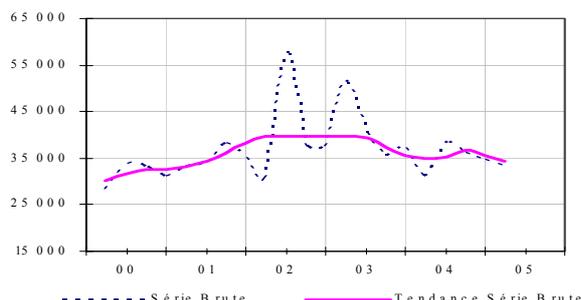
Salaires conventionnels du secteur public
agent de bureau (en F CFP)



Source : Inspection du travail

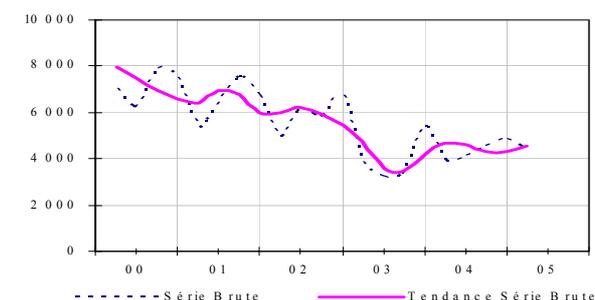
Le commerce extérieur

Importations
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

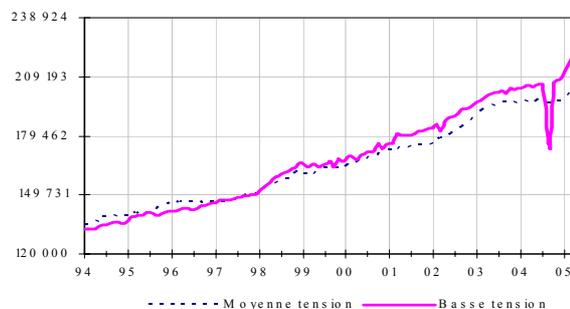
Exportations
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

L'énergie

Electricité facturée à EDT-Nord
(en cumul sur les 12 derniers mois et en milliers de KWh)



Source : Electricité Tahiti

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

Commentaires :

Au premier trimestre 2005, la progression en rythme annuel des exportations de 8,9% (4,3 milliards de F CFP contre 4 au premier trimestre 2004) a dépassé celle des importations, +7,9% (33,5 milliards de F CFP contre 31 un an plus tôt), améliorant de 0,1 point le taux de couverture (12,9% contre 12,8% précédemment).

Sur la période, la consommation d'énergie électrique a augmenté de 15,1% en glissement annuel (119 875 MKwh contre 104 126 au premier trimestre 2004), avec dans le détail, +20% pour la basse tension et +10% pour la haute. Parallèlement, la production est passée à 143 547 contre 121 372 un an auparavant, soit +18,3%.

L'indice global des prix a reculé par rapport au dernier trimestre 2004 (-0,4%), mais s'est montré stable en comparaison annuelle (+0,2%).

L'effet de la revalorisation du SMIG en décembre dernier a révisé à la hausse la plupart des bas salaires de l'économie locale, sauf ceux du BTP qui lui étaient déjà supérieurs, mais qui se sont tout de même appréciés de 3,3% en glissement annuel.

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

COMMERCE EXTERIEUR (Source : ISPF)	T1 04	T4 04	T1 05	Cumul 2005	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	31 035	nc	33 512	nc	-	8,0%
En volume (en tonnes)	208 260	nc	nc	nc	-	-
Exportations						
En valeur (en millions de F CFP)	3 975	nc	4 329	nc	-	8,9%
En volume (en tonnes)	5 890	nc	nc	nc	-	-
Taux de couverture					-	-

ENERGIE (Source : EDT)	T1 04	T4 04	T1 05	Cumul 2005	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Electricité produite (en MWh)	121 372	124 996	143 547	143 547	14,8%	18,3%
Electricité consommée (en MWh)	104 126	104 190	119 875	119 875	15,1%	15,1%
Basse tension	53 676	52 623	64 388	64 388	22,4%	20,0%
Moyenne tension	50 450	51 567	55 487	55 487	7,6%	10,0%

PRIX (Source : ISPF)	mars-04	déc-04	mars-05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Indice des prix à la consommation (base 100 : août 2003)	100,4	101,0	100,6	-0,4%	0,2%

EMPLOI (Source : CPS)	T4 03	T3 04	T4 04	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Nombre de salariés déclarés à la CPS (1)	62 801	62 639	62 811	0,3%	0,0%

(1) Moyenne sur trois mois

SALAIRES MENSUELS BRUTS	mars-03	mars-04	mars-05	Var. en glissement annuel	
				2005/2004	2004/2003
Traitement de la fonction publique - Agent de bureau 1er éch. INM 215	194 628	194 628	196 579	1,0%	0,0%
Salaire minimum interprofessionnel garanti	105 985	105 985	125 000	17,9%	0,0%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	118 329	121 066	125 000	3,2%	2,3%
Salaires du BTP - OP 1	143 782	147 690	152 577	3,3%	2,7%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	109 668	110 435	125 000	13,2%	0,7%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	117 806	119 816	125 000	4,3%	1,7%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	105 925	108 875	125 000	14,8%	2,8%

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

2.2 Industrie agroalimentaire

2.3 Autres industries

2.4 Bâtiment et travaux publics

2.5 Commerce

2.6 Hôtellerie – Tourisme

2.7 Services marchands

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Agriculture " ¹ au 31 mars 2005

EVOLUTION					
Par rapport au quatrième trimestre 2004					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
→ stable	↘ alourdissement	↘ détérioration	↗ en hausse	→ stables	↘ allongement

PREVISIONS					
Pour le deuxième trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
→ stable	→ stables	↘ détérioration	↘ en baisse	↘ en baisse	↘ allongement

CLIMATOLOGIE
au premier trimestre 2005
+ favorable

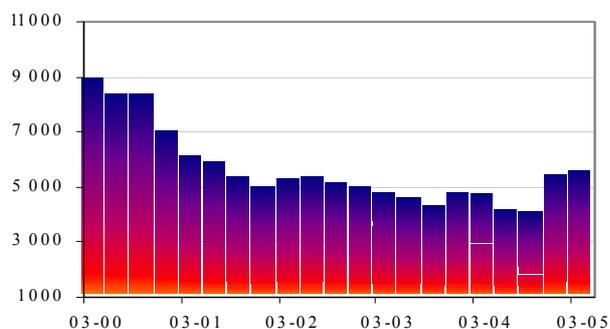
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises du secteur primaire dont 12 ayant répondu.

Commentaires :

Au premier trimestre 2005, l'activité du secteur primaire s'est révélée assez calme, ce qui n'a pas empêché le retour à l'embauche. Les charges d'exploitation s'en sont trouvées alourdies. A prix inchangés, la dégradation de la situation de trésorerie des entreprises a surtout tenu à l'allongement des délais de règlement de la clientèle. Quant à la climatologie, elle a été considérée comme favorable sur la période.

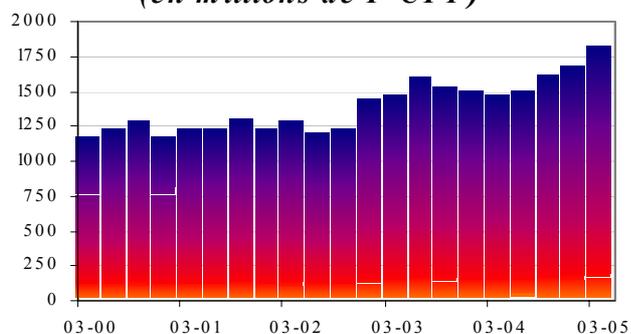
Pour le second trimestre de l'année, le courant d'affaires ne devrait pas se renforcer. Les responsables du secteur interrogés envisagent une coupe dans leurs effectifs qui devrait mettre un terme à l'aggravation de leurs charges d'exploitation. Leur trésorerie pourrait continuer à se détériorer, consécutivement à la baisse des prix de vente et à l'accentuation des retards de paiement des clients.

Crédits moyen Terme
Secteur primaire
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

Créances douteuses
Secteur primaire
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

PRODUCTION en tonnes (Source : Caisse de soutien des prix)	T1 04	T4 04	T1 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Coprah	1 601,5	2 159,6	1 862,2	-13,8%	16,3%

EXPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T1 04	T4 04	T1 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Vanille	0,5	nc	nc	-	-
Perles	1,8	nc	nc	-	-
Poissons et crustacés	74,8	nc	nc	-	-

2.1 Secteur primaire

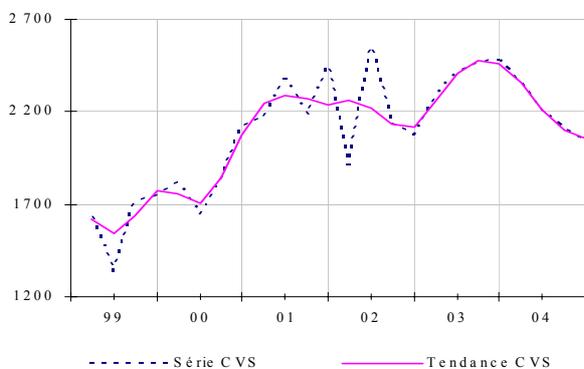
Agriculture

Commentaires :

L'élevage porcin, victime de brucellose connaît de graves difficultés financières. Un plan d'abattage des bêtes atteintes, étalé sur deux ans, devrait permettre d'enrayer la maladie. Pour aider à la reconstitution du cheptel, le Ministère de l'agriculture a élaboré un programme de relance du secteur comportant une aide financière globale de 16 millions de F CFP aux éleveurs.

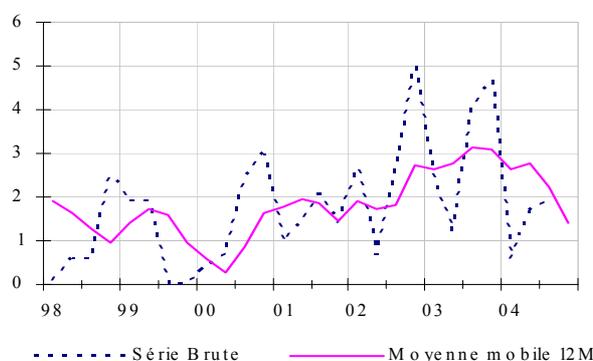
Quant à la vanille, son cours, déprimé depuis près d'un an, peine à remonter ; le kilo de vanille verte plafonnait dernièrement aux ventes de Tahaa en dessous de 4 000 F CFP le kilo.

Coprah entré en silos
(en tonnes)



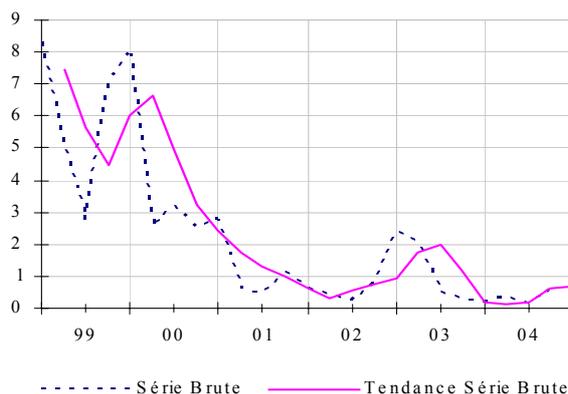
Source : ISPF

Exportations de vanille
(en tonnes)



Source : ISPF

Exportations de fleurs coupées
(en tonnes)



Source : ISPF

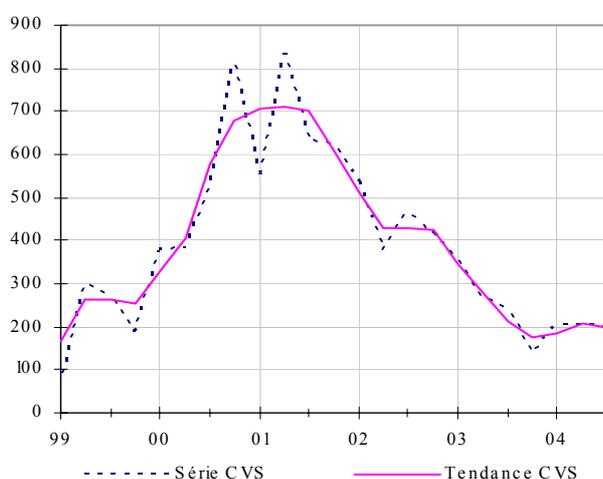
Pêche et perliculture

Commentaires :

La réapparition des poissons dans la région des Marquises, signalé depuis quelques mois, s'est récemment matérialisée par une augmentation conséquente des prises. Malgré cela, les professionnels ont du mal à ajuster les prix à la baisse et les acheteurs restent discrets à la criée.

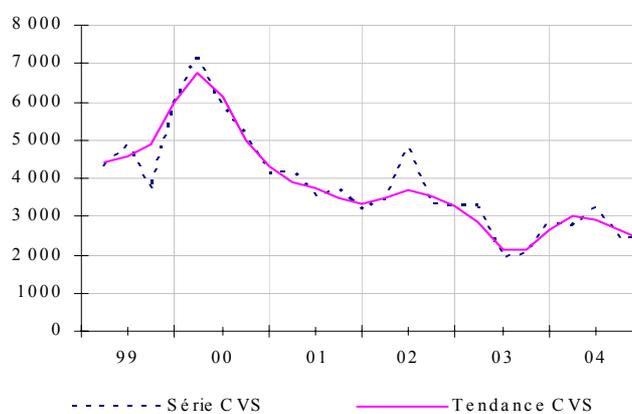
L'amélioration du taux de mordage reste toutefois en deçà des espérances de pêcheurs qui attendent la revitalisation de leurs zones traditionnelles de capture, au nord des Tuamotu, notamment en thon blanc.

Exportations de poissons et crustacés
(en tonnes)



Source : ISPF

Exportations de perles brutes
(en millions de F CFP)



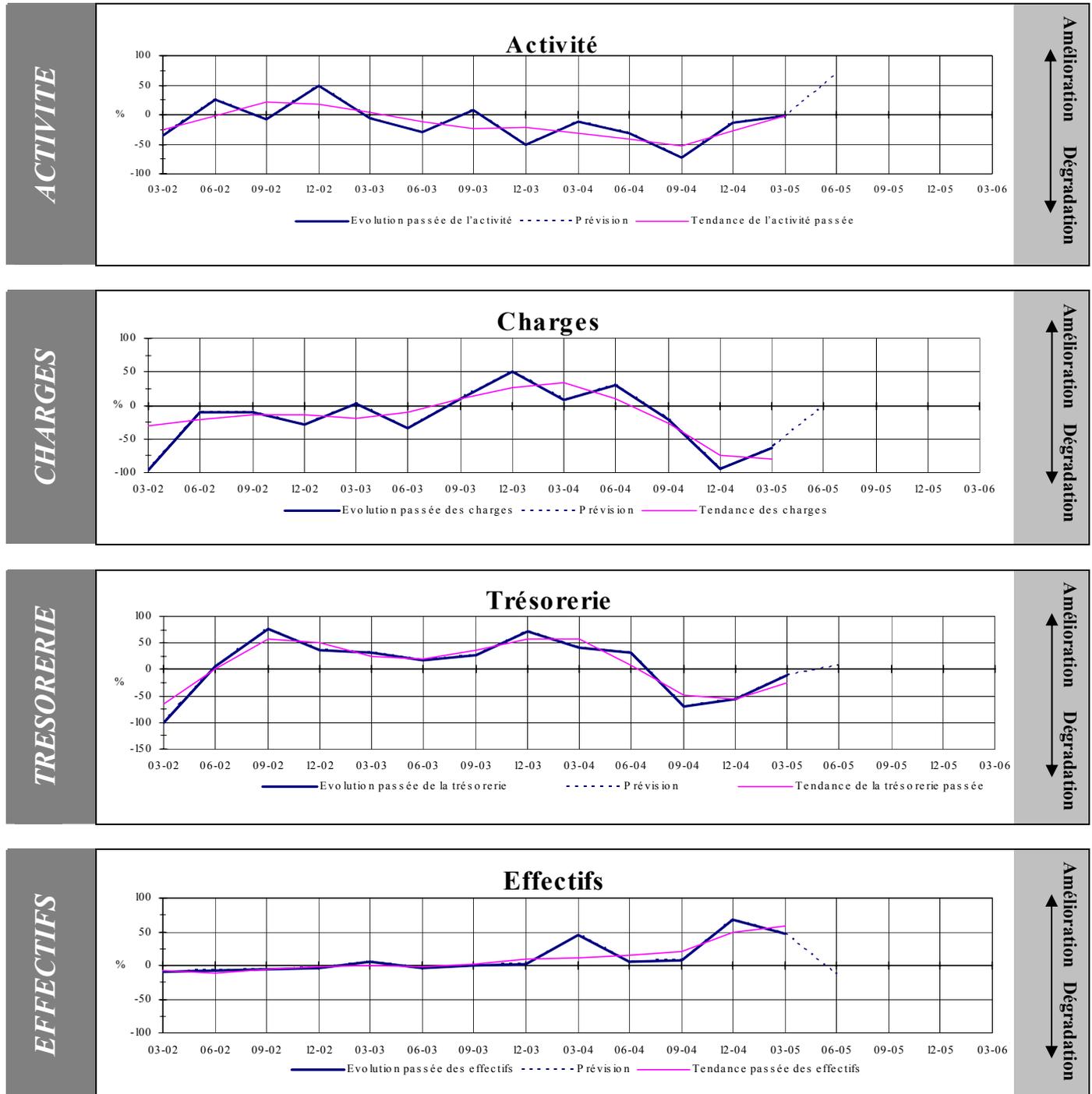
Source : ISPF

2.2 Industrie agroalimentaire

2.2 Industrie agroalimentaire

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Agroalimentaire "¹
au 31 mars 2005

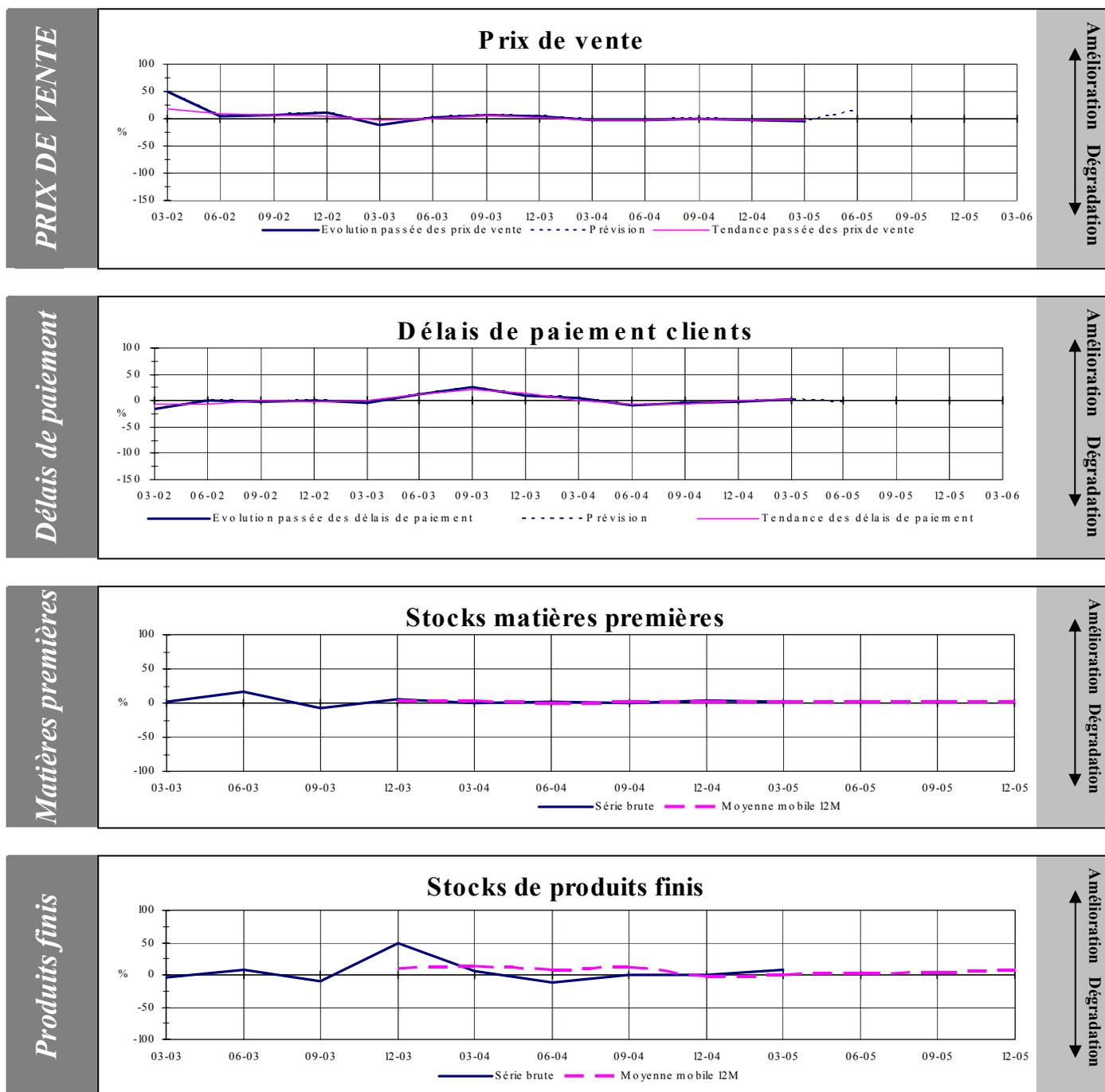
Soldes d'opinions² CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire dont 10 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

3.2 Industrie agroalimentaire



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

2.2 Industrie agroalimentaire

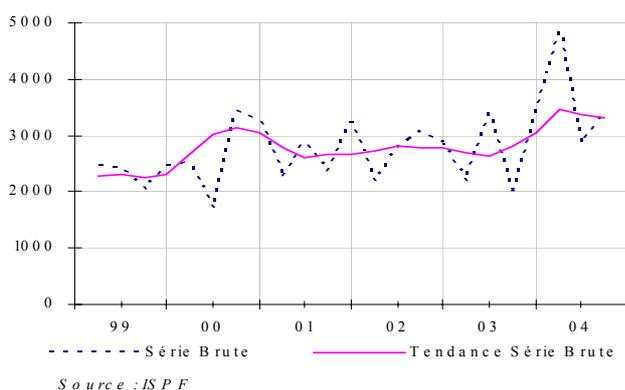
Commentaires :

Après une fin d'année décevante, l'activité de l'agroalimentaire s'est normalisée au premier trimestre 2005, ce qui a permis d'entretenir un courant d'embauches. Les charges d'exploitation ont donc conservé une orientation défavorable. Quant à la trésorerie des entreprises, elle a tendu à retrouver l'équilibre, grâce à des prix de vente étales et des délais de paiement de la clientèle raisonnables. Les stocks de produits finis et de matières ont satisfait les responsables interrogés à l'occasion de l'enquête trimestrielle.

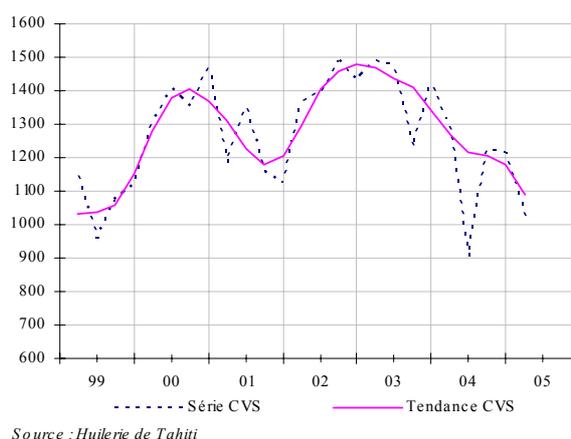
Pour le trimestre suivant, les dirigeants du secteur escomptent un affermissement de la conjoncture, mais prévoient une contraction de leurs effectifs qui devrait déboucher sur un allègement des charges d'exploitation. Leur situation de trésorerie devrait être consolidée par l'élévation des prix de vente et le statu quo des délais de paiement des clients.

Les professionnels qui ont participé à la foire de Paris en mai ont fait état d'un bilan quelque peu décevant, dû à la fois à une conjoncture passable et à une date de programmation inadéquate.

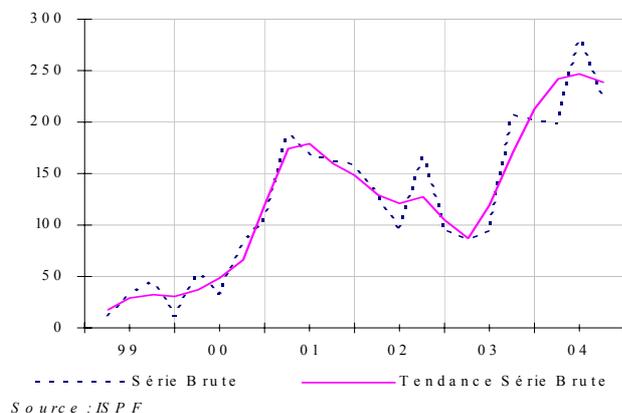
Exportations de produits agricoles et alimentaires
(en tonnes)



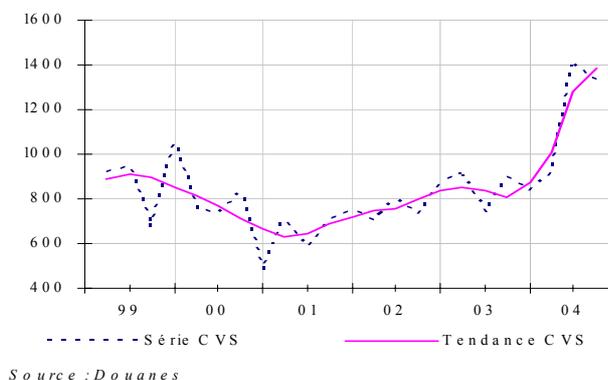
Production d'huile de coprah brute
(en tonnes)



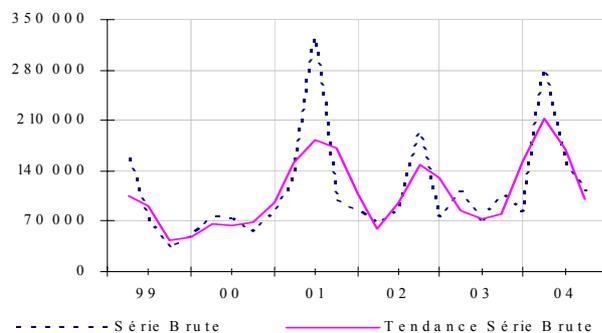
Exportations de jus de fruits
(en tonnes)



Exportations de confitures, gelées et purées de fruits
(en tonnes)



Exportations de bières et alcools (en litres)



Source : ISPF

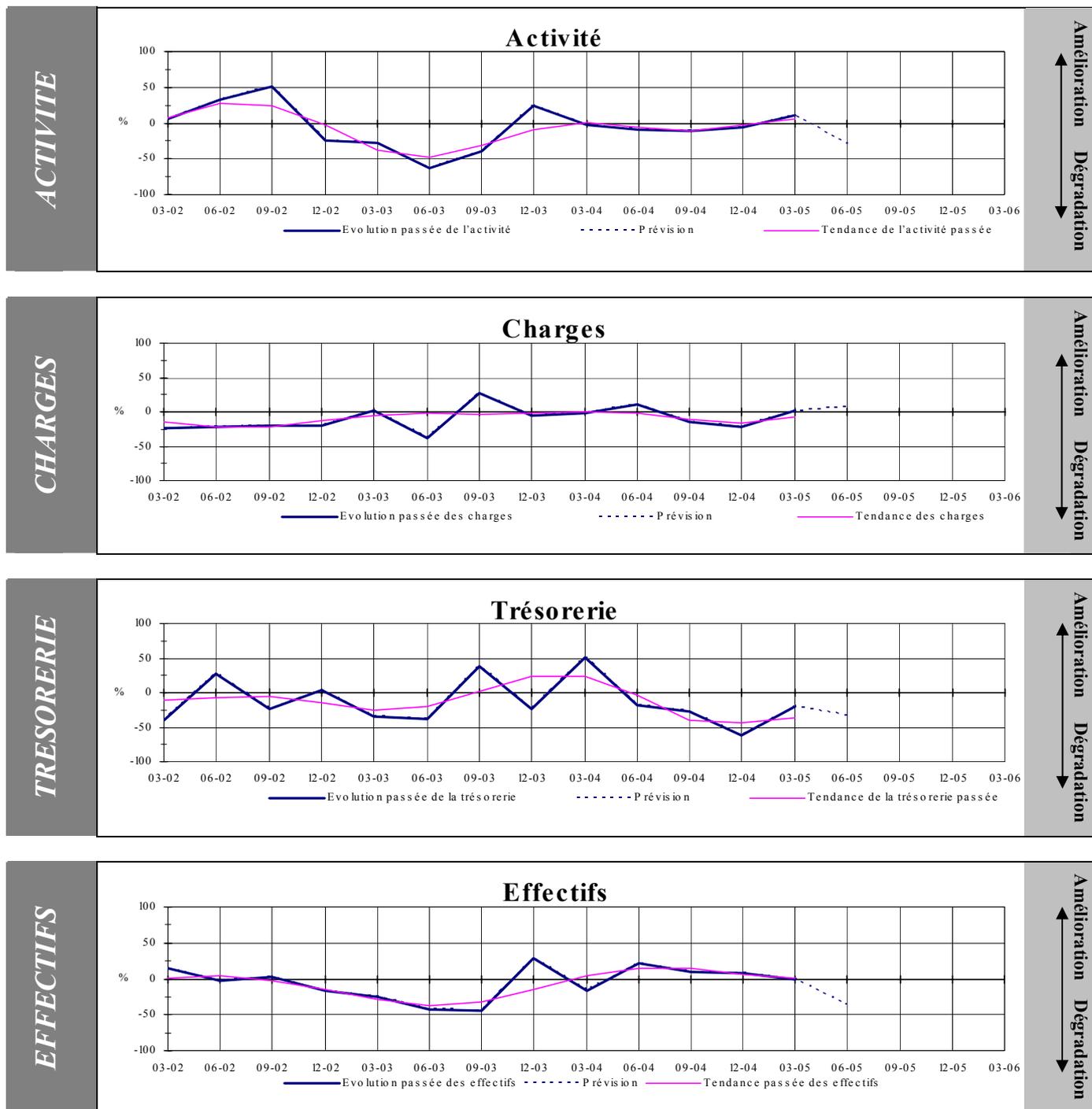
EXPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T4 03	T3 04	T4 04	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Produits alimentaires	3 389,3	3 402,2	nc	-	-
Nono (purée et jus)	966,0	1 628,4	nc	-	-

2.3 Autres industries

2.3 Autres industries

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur "Autres industries"¹
au 31 mars 2005

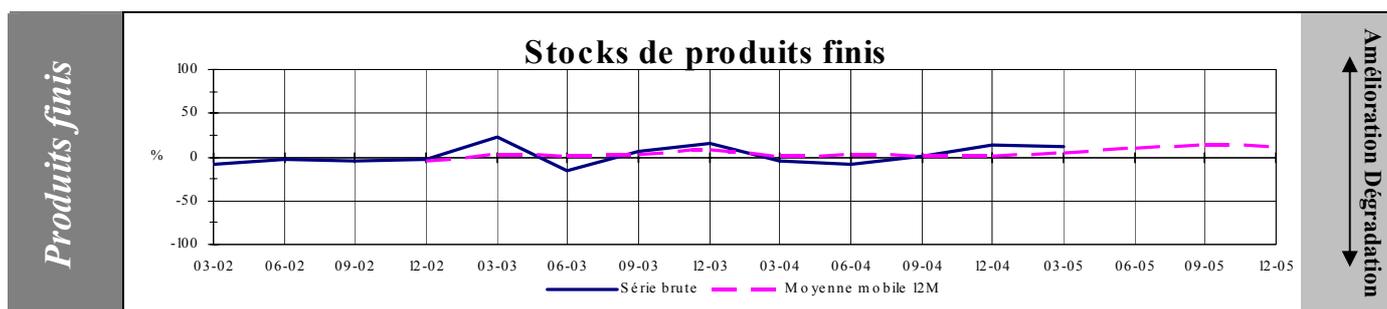
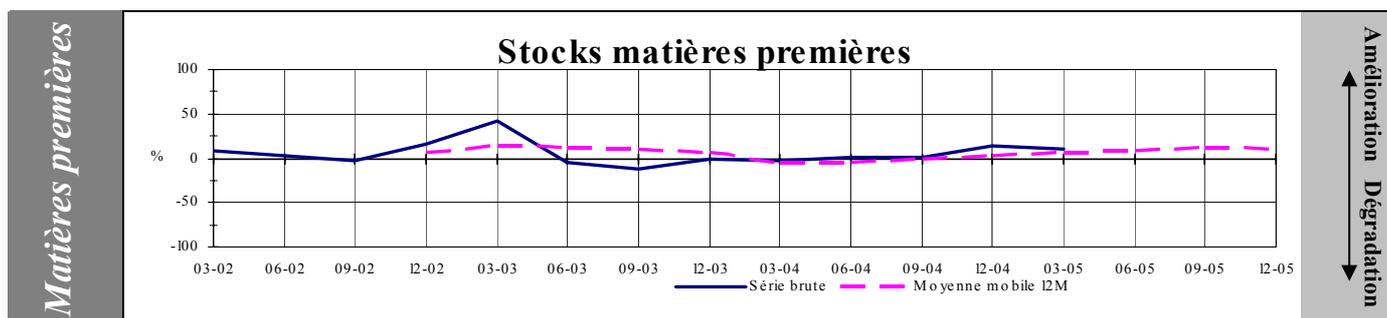
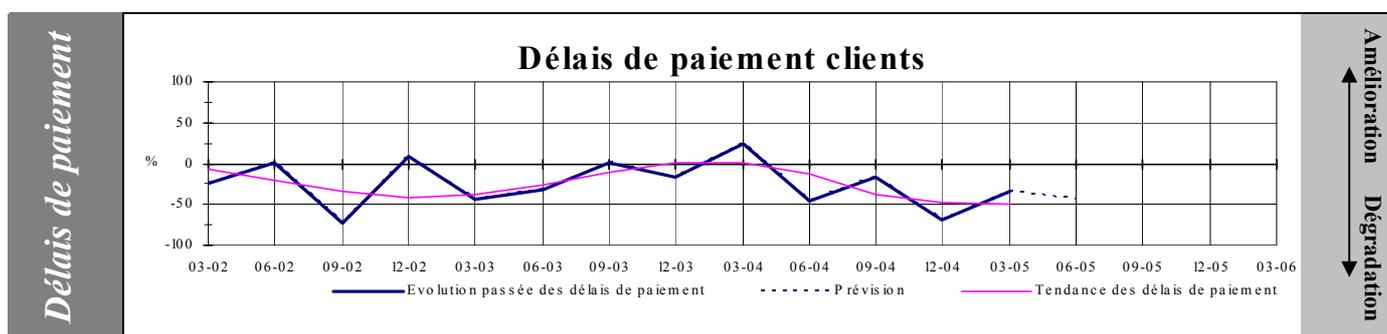
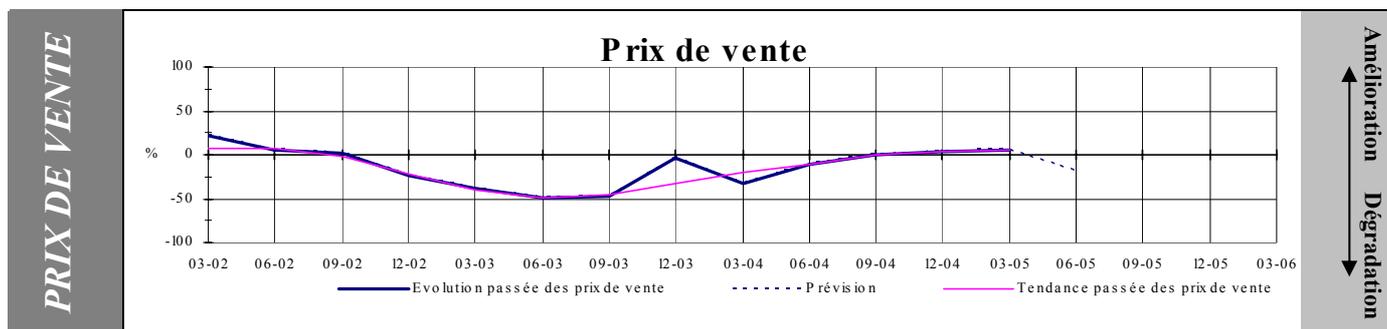
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 30 entreprises de l'industrie hors agroalimentaire dont 16 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

2.3 Autres industries

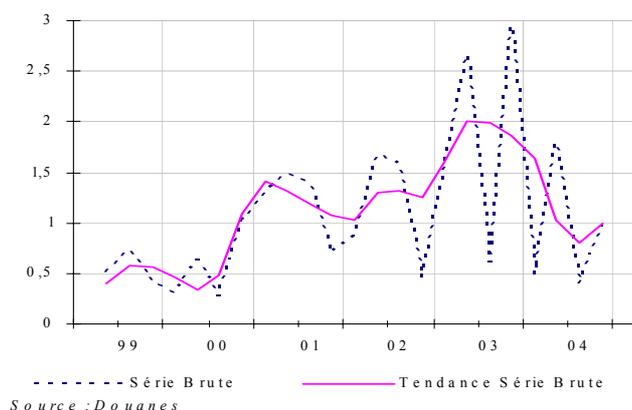
Commentaires :

La conjoncture semble s'être améliorée pour l'industrie au premier trimestre 2005. Cependant, certaines branches ont des sujets d'inquiétude : la construction navale et l'imprimerie accusent un repli de leur chiffre d'affaires. Les entreprises se sont montrées circonspectes en matière d'emploi. Par conséquent, leurs charges d'exploitation se sont allégées sur la période, tandis que leur trésorerie, handicapée par l'accumulation des retards de paiement des clients et l'absence de progression des prix de vente, est restée préoccupante. Les stocks de matières premières et de produits finis sont apparus supérieurs à la normale.

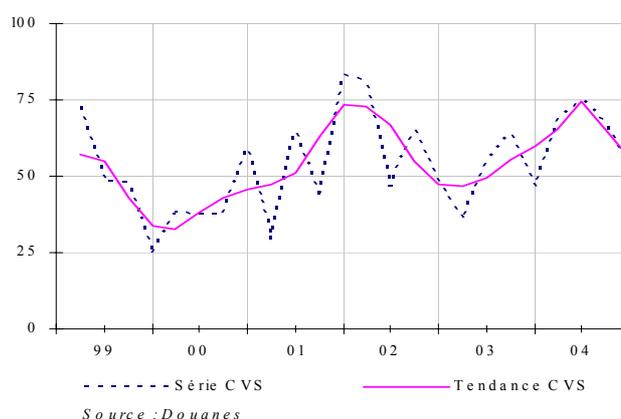
Selon les chefs d'entreprises qui ont répondu au questionnaire de l'enquête, le deuxième trimestre s'annonce plus sombre. Des délestages de personnel pourraient avoir lieu afin de préserver le niveau des charges d'exploitation. La dégradation de la trésorerie du secteur devrait se poursuivre, parallèlement à la diminution des prix de vente à et l'allongement des délais de règlement de la clientèle.

Les chantiers navals, qui ont observé avec déception l'arrivée de huit thoniers achetés en Chine, déplorent une absence totale de commandes pour 2005 de la SEML Tahiti Nui Rava'ai et tentent de survivre en diversifiant leurs activités (confection de charpentes métalliques pour le bâtiment, réparations navales, petites unités pour les particuliers).

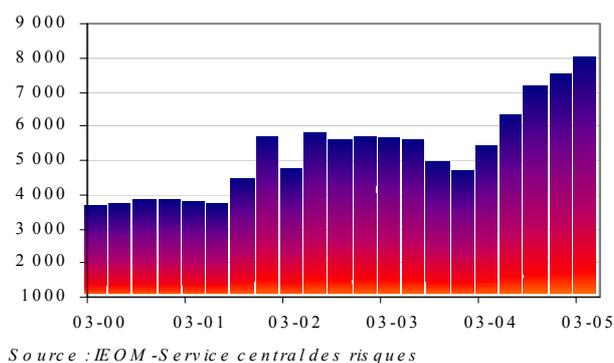
Exportations de savons
(en tonnes)



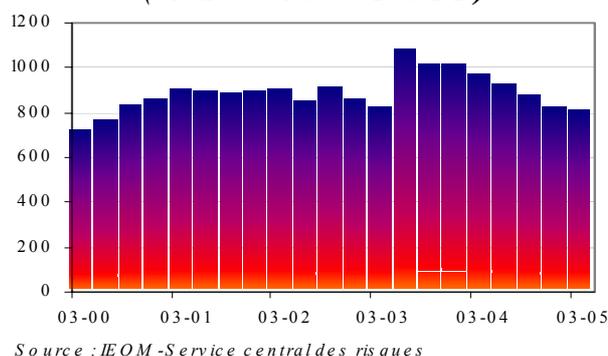
Exportations de monoï et produits dérivés
(en tonnes)



Crédits moyen terme
Industrie
(en millions de F CFP)



Créances douteuses
Industrie
(en millions de F CFP)

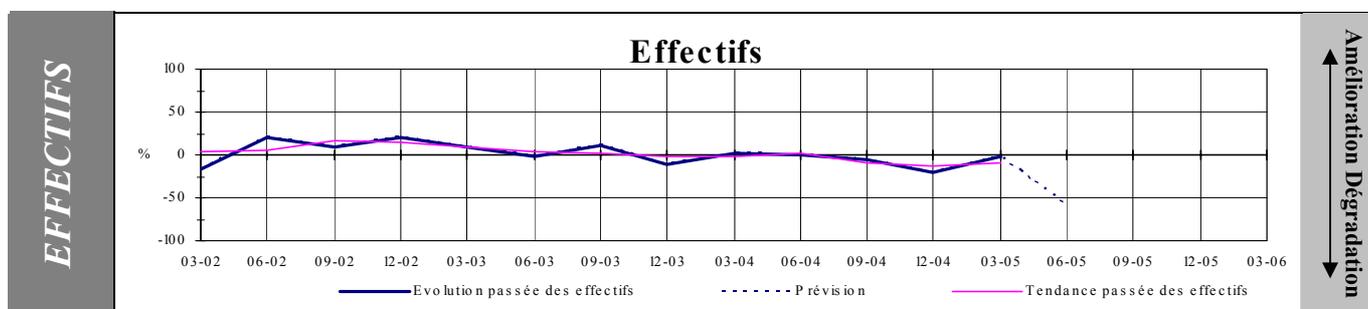
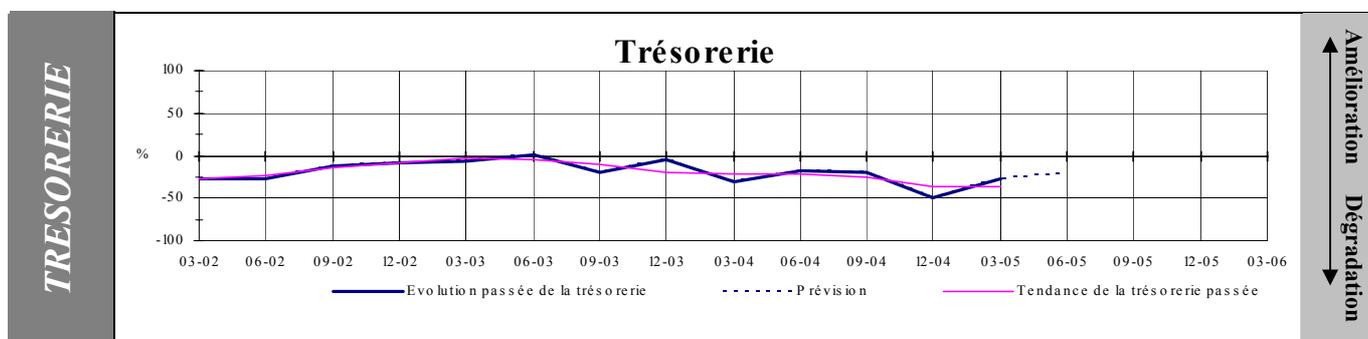
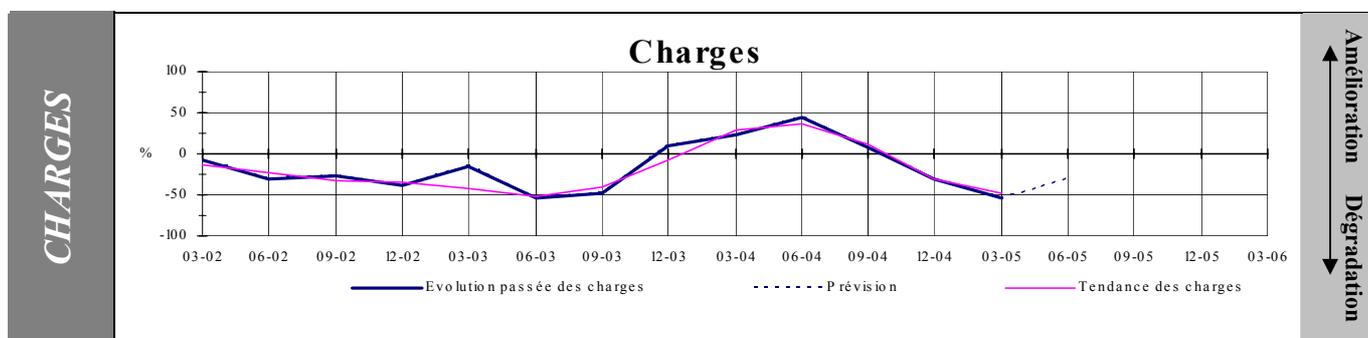
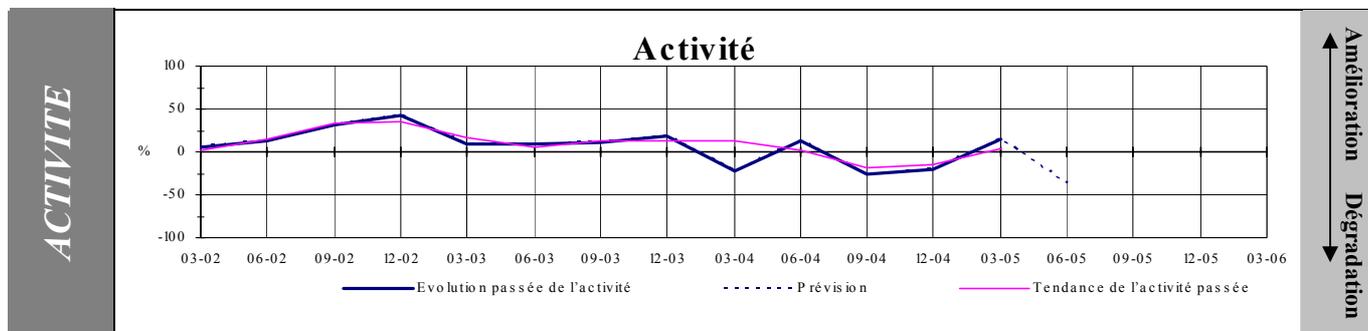


2.4 Bâtiment et travaux publics

2.4 Bâtiment et Travaux publics

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Bâtiment et Travaux publics "¹
au 31 mars 2005

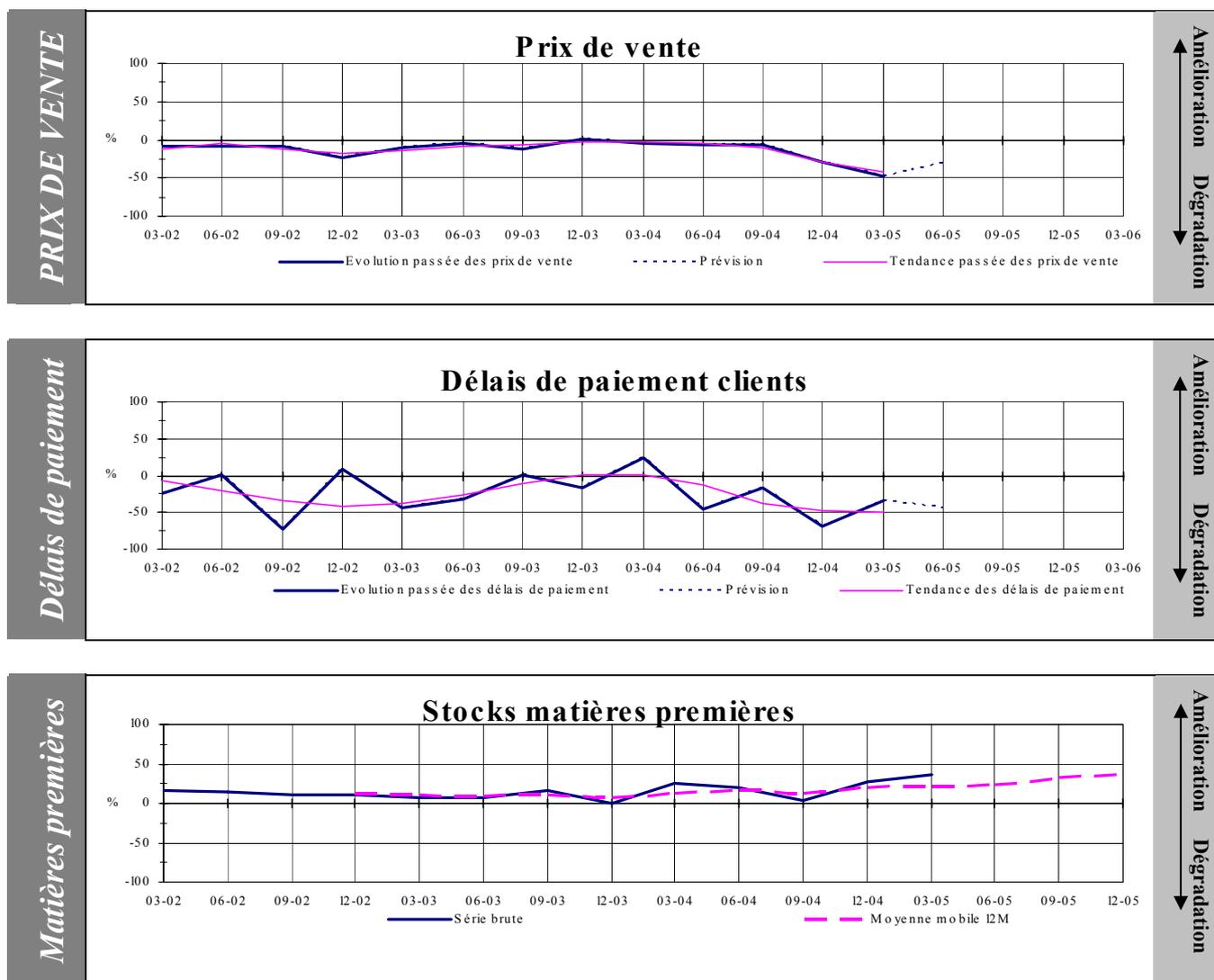
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 35 entreprises du secteur du BTP dont 18 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

Commentaires :

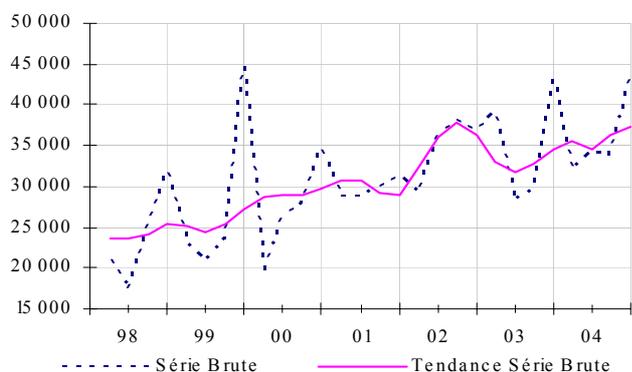
Les trois premiers mois de 2005 ont été caractérisés par un sursaut d'activité. Mais les chefs d'entreprises du BTP ont regretté le manque d'appels d'offres, tant publiques que privées, qui les a dissuadés de recourir à de la main d'œuvre supplémentaire. Leurs charges d'exploitation ont conservé un niveau excessif et leur trésorerie a subi l'impact cumulé du recul des prix de vente et de l'étalement des délais de règlement de la clientèle. Pour ce qui est des matières premières, la situation de surstock, constatée au trimestre précédent, a perduré.

On pourrait assister à un affaissement de l'activité au deuxième trimestre 2005, avec à la clé un important mouvement de compression de personnel. Les charges d'exploitation devraient encore malgré tout peser sur les bilans des entreprises. Grevée par des prix à la baisse et des retards de paiement des clients, la trésorerie des sociétés risque de se maintenir en zone négative.

A partir du mois de mai, des travaux ont été entrepris sur les routes de Tahiti, tels que le bitumage des voies du centre ville de Papeete ou la réfection de la route de ceinture sur la côte est entre Arue et Mahina.

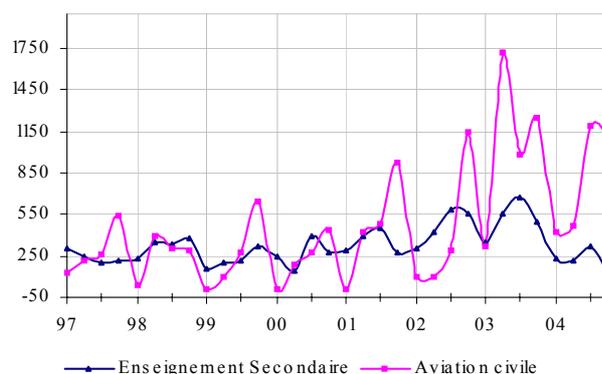
2.4 Bâtiment et travaux publics

Importations de ciment
(en tonnes)



Source : Douanes

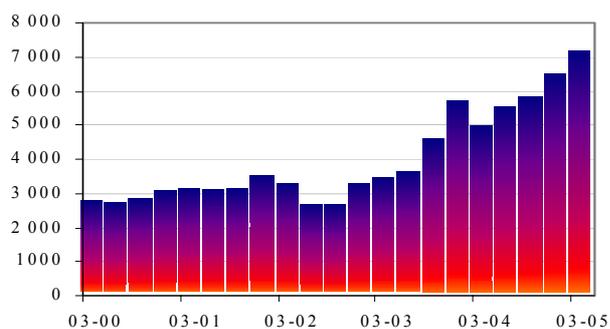
Dépenses liquidées
(données brutes en millions de F CFP)



Sources : Direction des enseignements secondaires, SEAC

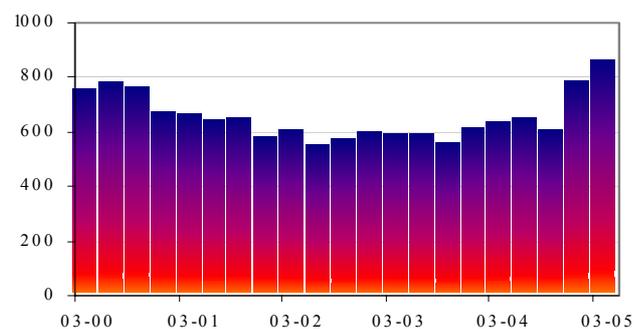
IMPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T1 04	T4 04	T1 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Ciment	31 881,1	nc	nc	-	-
Bois transformé	9 586,9	nc	nc	-	-

Crédits moyen terme
BTP
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

Créances douteuses
BTP
(en millions de F CFP)



Source : IEOM -Service central des risques

2.5 Commerce

2.5 Commerce

Commerce de gros

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Commerce de gros "¹
au 31 mars 2005

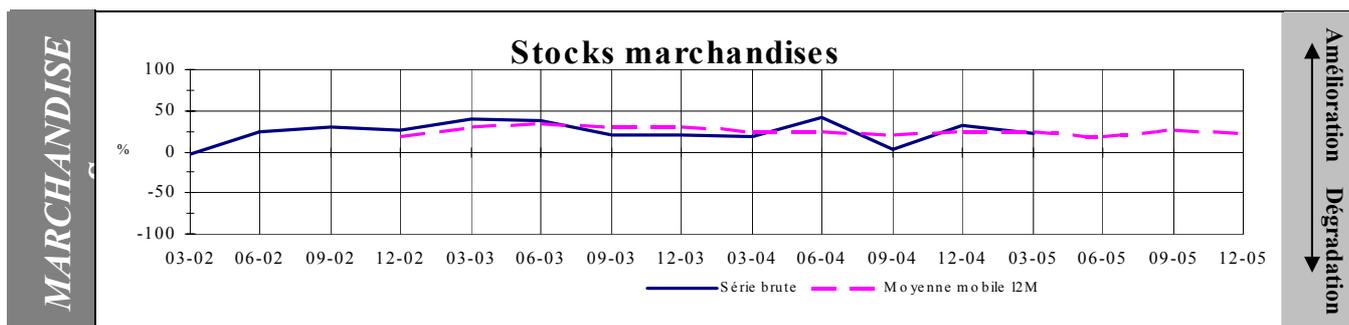
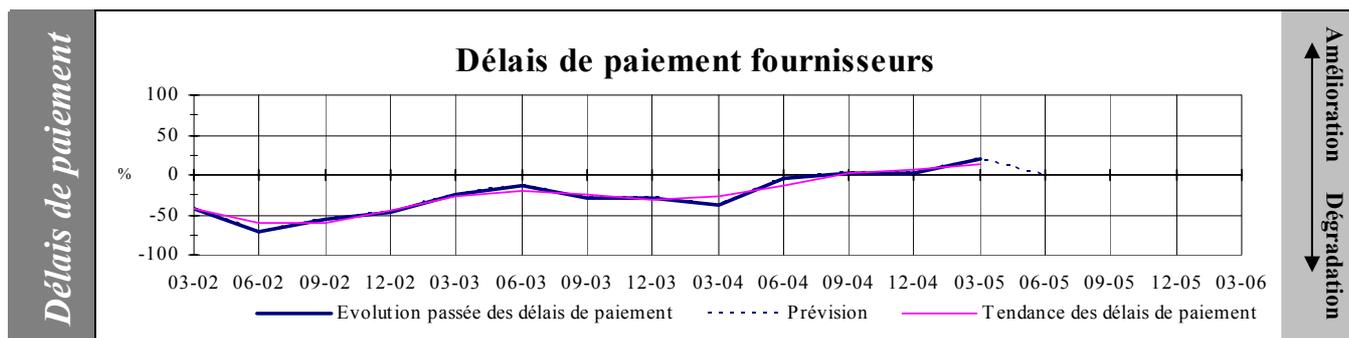
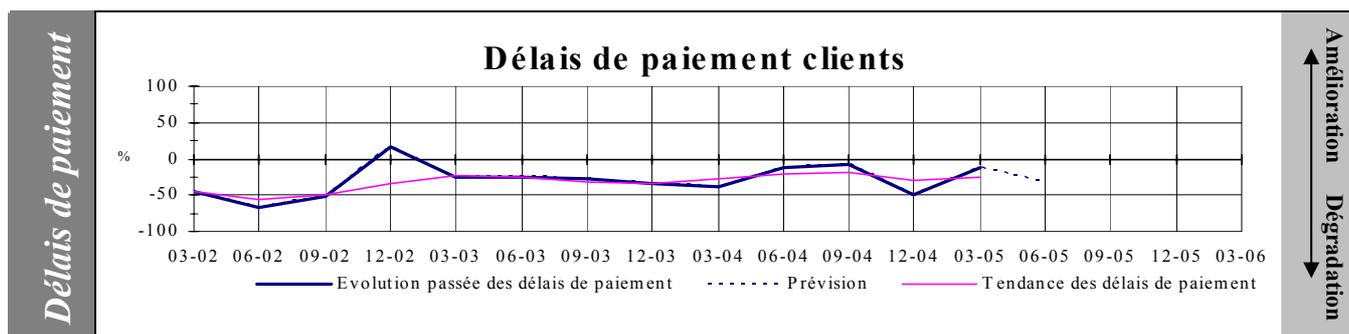
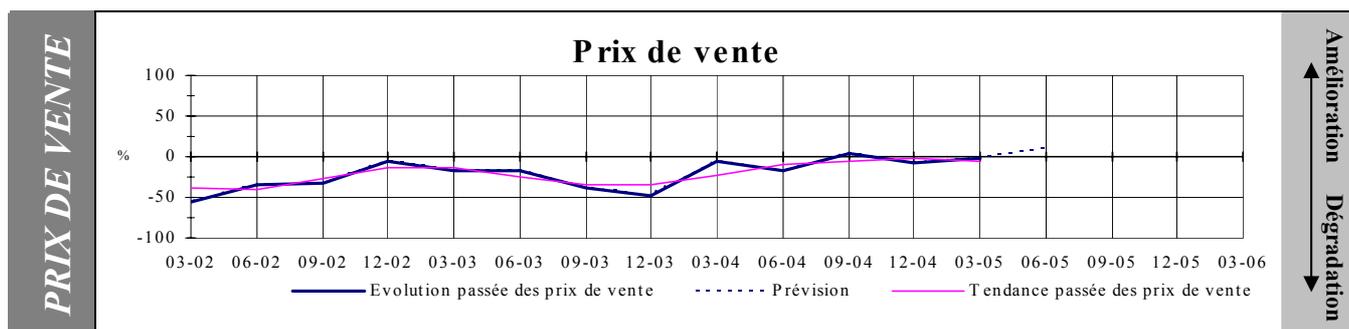
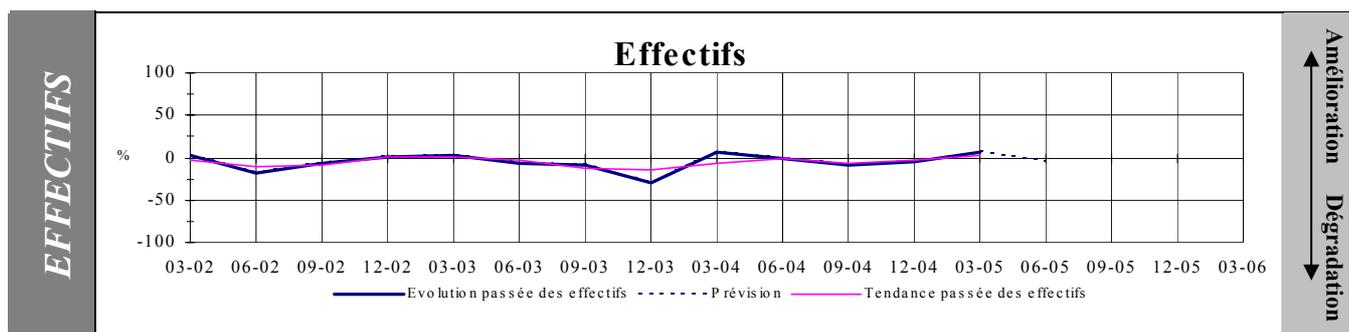
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises du secteur du commerce de gros dont 12 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

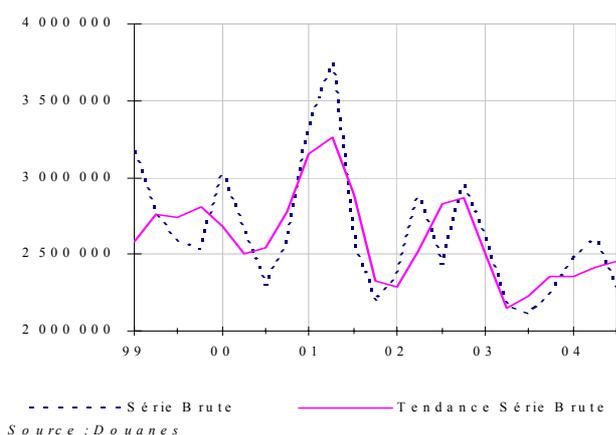
2.5 Commerce

Commentaires :

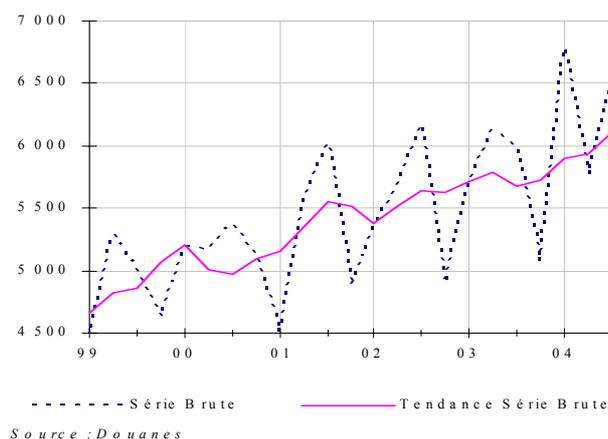
Pour le commerce de gros, 2005 a démarré avec un chiffre d'affaires en recul. Bien que les effectifs du secteur aient eu tendance à se renforcer, un retour à la normale des charges d'exploitation a eu lieu. La restauration de la situation de trésorerie des entreprises a découlé de la stabilisation de leurs prix de vente et de la diminution des retards de paiement de la clientèle. De même, ceux aux fournisseurs ont tendu à se raccourcir. Pour ce qui est des stocks de marchandises, ils ont continué à sembler excessifs aux professionnels interrogés pour les besoins de l'enquête.

D'après ces derniers, aucune embellie de la conjoncture ne devrait se produire au deuxième trimestre. A effectifs constants, les charges d'exploitation devraient être contenues. En revanche, la trésorerie des entreprises pourrait commencer à se détériorer : en effet, le probable maintien des prix de vente est susceptible de ne pas suffire à gommer les effets de l'allongement des délais de règlement de la clientèle.

Importations d'eaux minérales
(en litres)



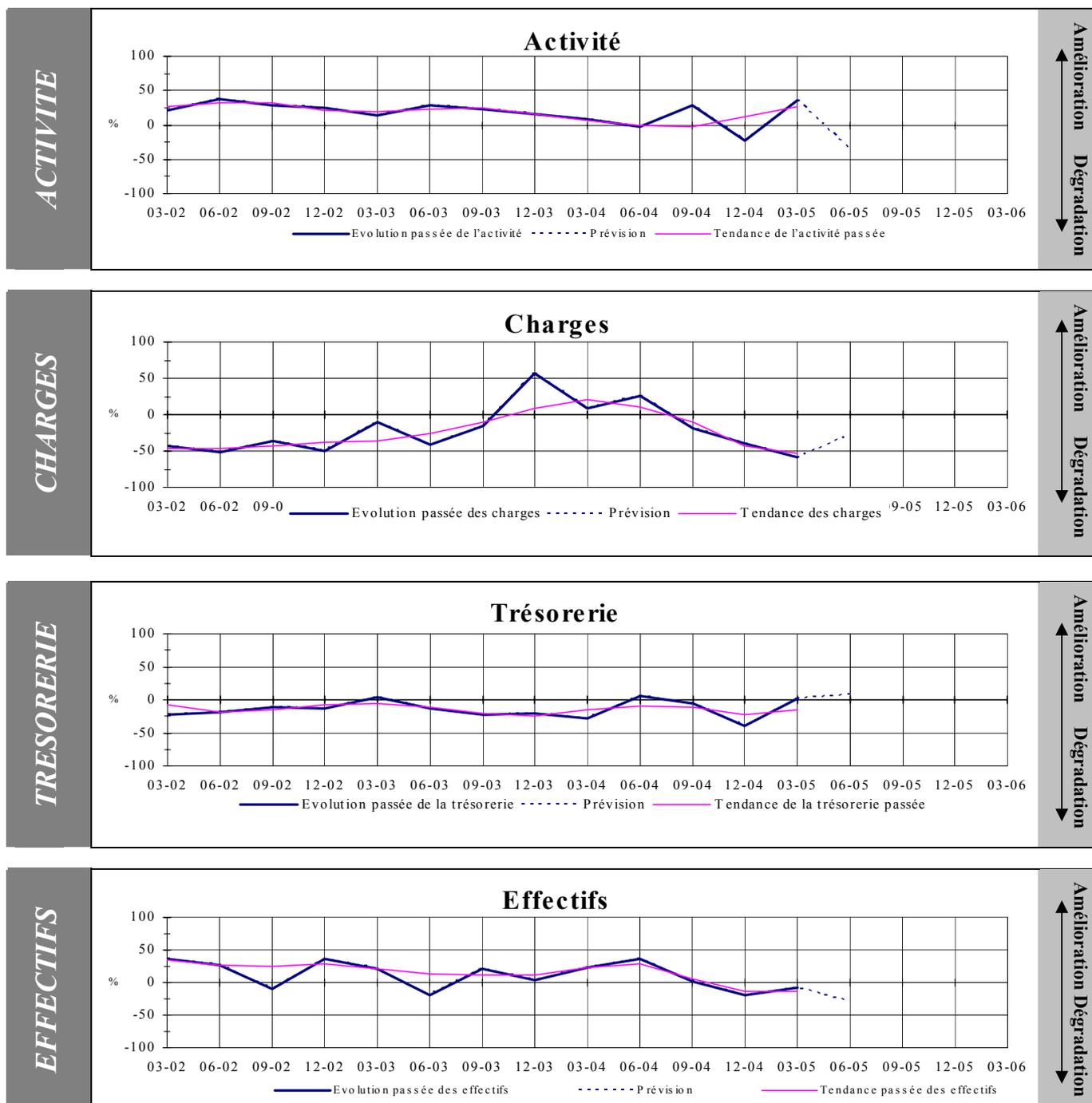
Importations de viande
(en tonnes)



Commerce de détail

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Commerce de détail "¹
au 31 mars 2005

Soldes d'opinions² CVS

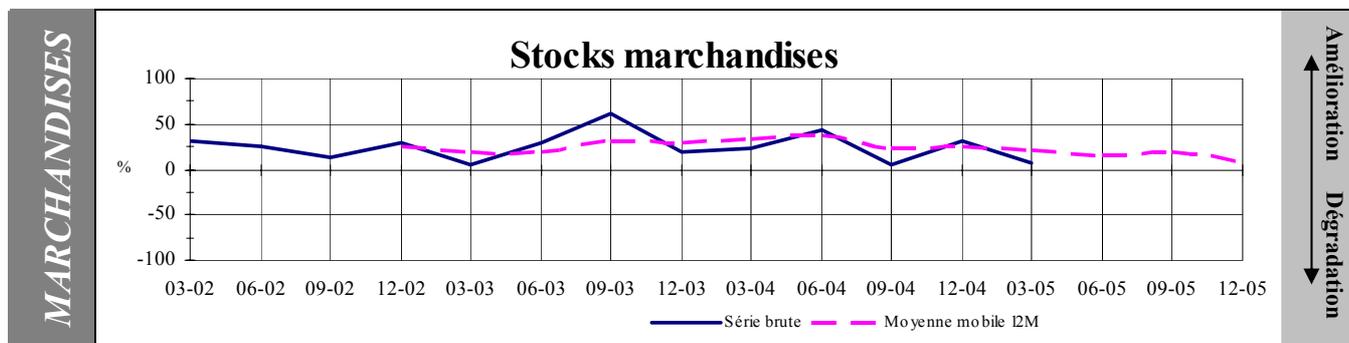
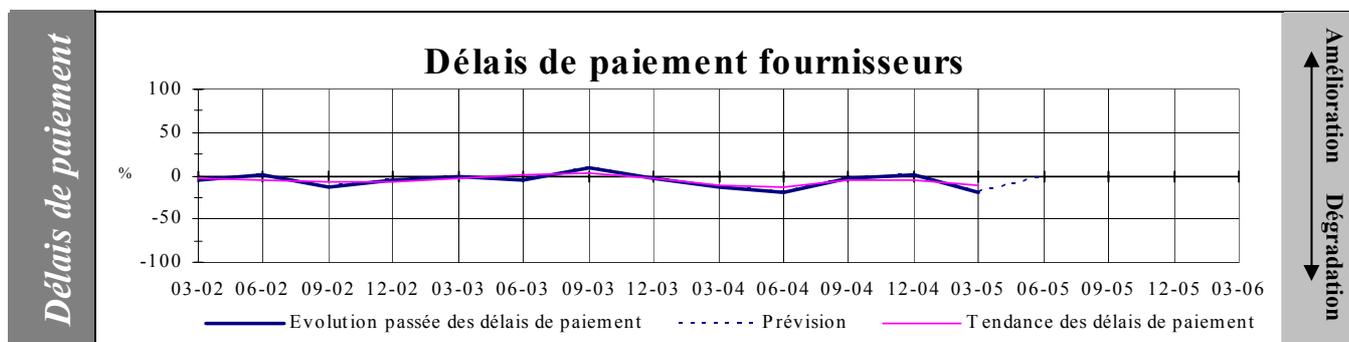
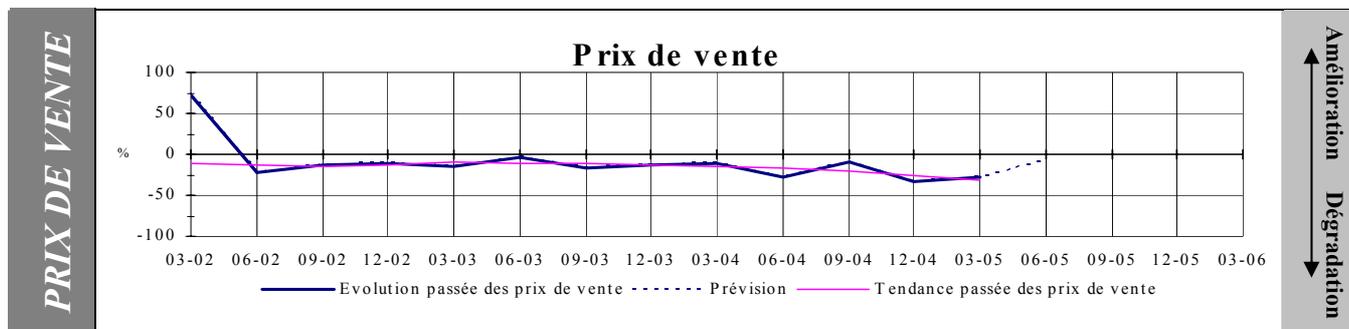


Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 45 entreprises du commerce de détail dont 26 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

2.5 Commerce



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

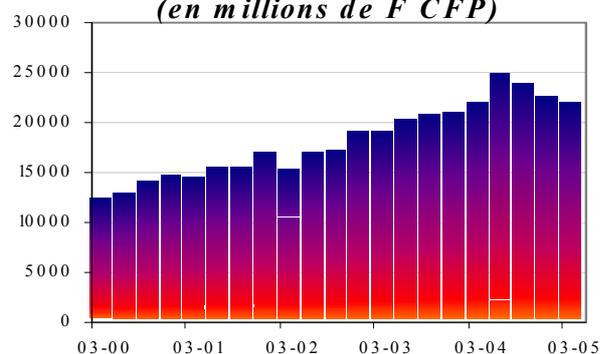
Commentaires :

Selon les branches considérées du commerce de détail, le premier trimestre 2005 a été plus ou moins positif. Si le commerce à dominante alimentaire a subi un repli de son courant d'affaires, les concessions automobiles, au contraire, ont profité des mesures gouvernementales incitant au remplacement des voitures de plus de dix ans. En effet, les immatriculations de véhicules neufs ont progressé de 7,4% sur le trimestre et de 17,9% en glissement annuel (1 881 contre 1 752 au quatrième trimestre 2004 et 1 595 au premier trimestre 2004). De même, les exposants de la dixième foire de mai ont présenté un bilan globalement satisfaisant.

Des licenciements ont été prononcés au cours des trois premiers mois de l'année en cours, sans toutefois amener un quelconque allègement des charges d'exploitation. La trésorerie des entreprises est revenue à l'équilibre, la tendance baissière des prix de vente ayant été compensée par l'étalement dans le temps des paiements aux fournisseurs. Quant aux stocks de marchandises, ils ont encore été supérieurs à la normale.

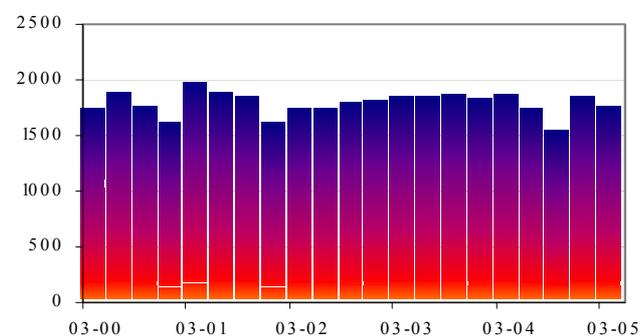
Selon les dirigeants du commerce de détail, la conjoncture devrait s'alanguir au deuxième trimestre 2005. Ils pourraient donc être contraints de restreindre leurs effectifs sans que cela ne réduise pour autant leurs charges d'exploitation. Le raccourcissement des délais de règlement de la clientèle devrait permettre la restauration de leur situation de trésorerie et conduire à améliorer la régularité des paiements à leurs fournisseurs.

*Crédits moyen terme
Commerce
(en millions de F CFP)*



Source : IEOM -Service central des risques

*Créances douteuses Commerce
(en millions de F CFP)*



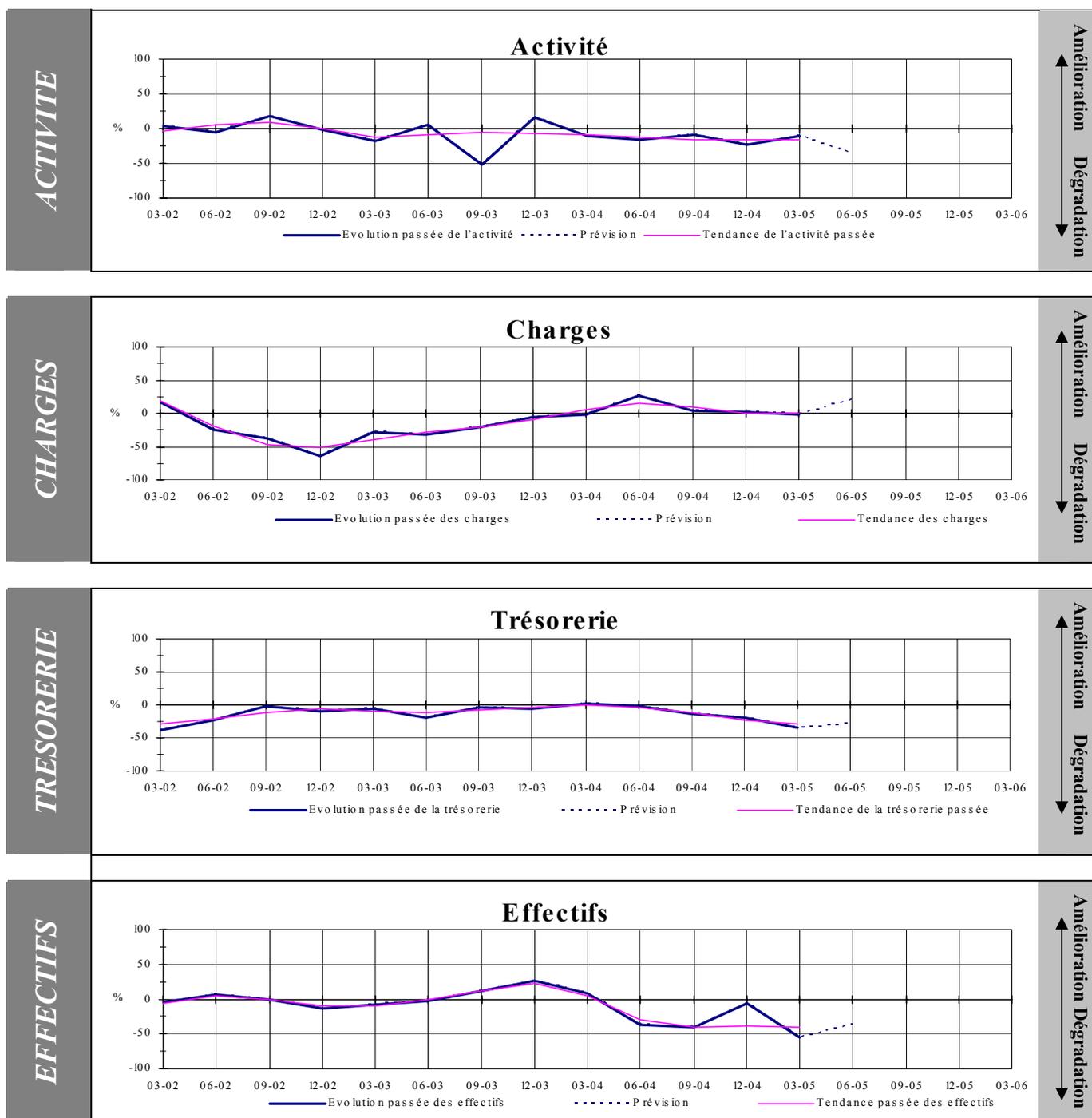
Source : IEOM -Service central des risques

2.6 Hôtellerie - tourisme

2.6 Hôtellerie - tourisme

Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Hôtellerie et tourisme "¹
au 31 mars 2005

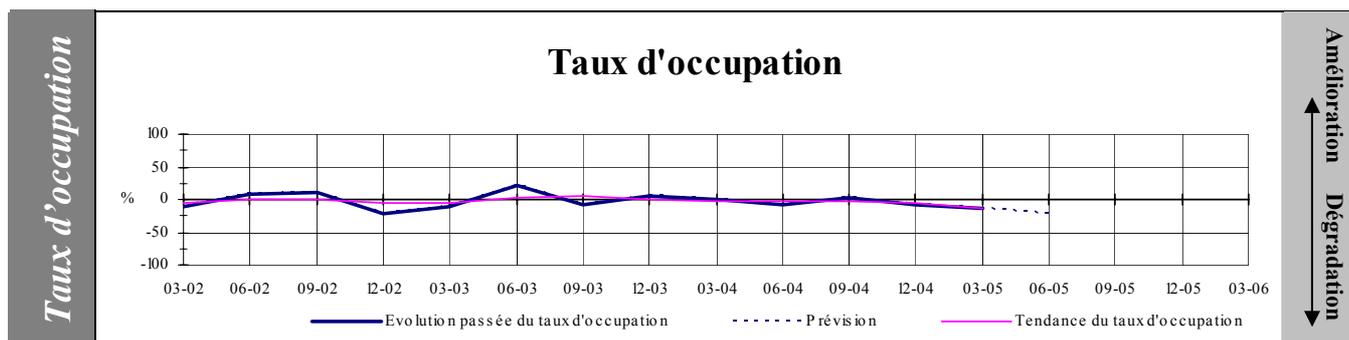
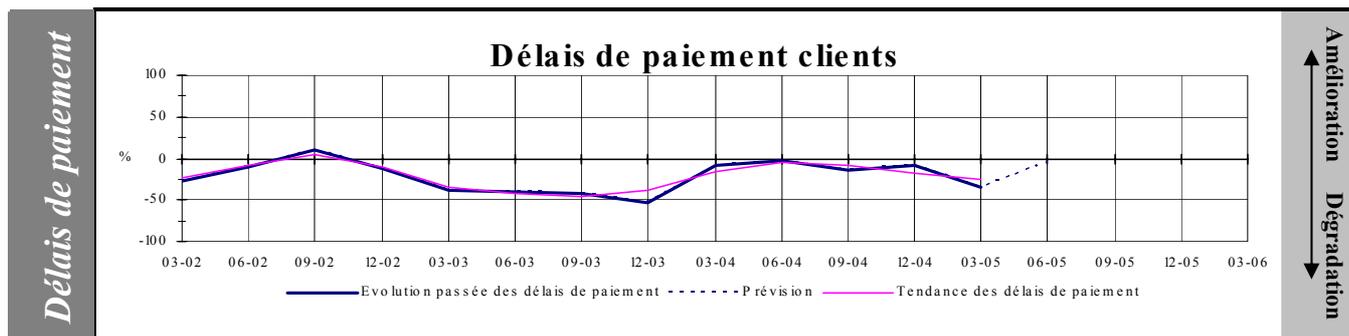
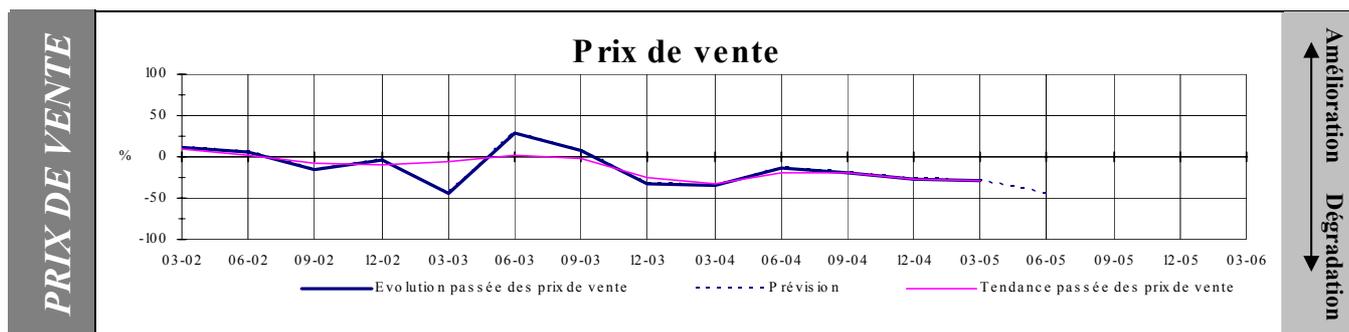
Soldes d'opinions² CVS



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 20 entreprises du tourisme dont 10 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.



Source et réalisation: IEOM (données trimestrielles - cvs)

Commentaires :

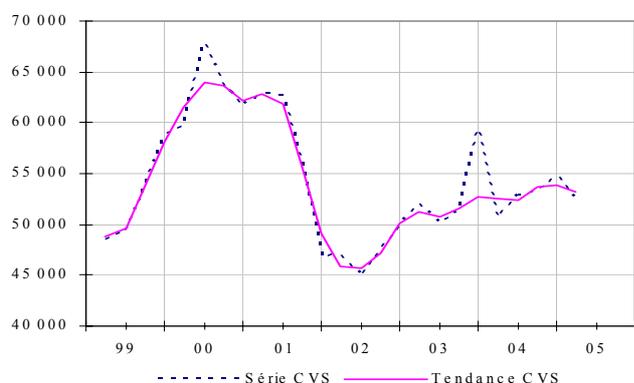
Les statistiques du Service du tourisme font état d'une progression de 2,8% de la fréquentation touristique au premier trimestre 2005 (46 860 contre 45 574 un an auparavant). Alors que Japonais (+14,1%), Européens non français (+8,9%), métropolitains (+5,7%) ont été plus nombreux, les Américains ont boudé la Polynésie française (-6,1%). Le Conseil des professionnels de l'hôtellerie (CPH) a constaté un repli de 2 points de son taux moyen d'occupation sur les quatre premiers mois de l'année (54,2% contre 56,2% de janvier à avril 2004).

Selon le sentiment des professionnels du tourisme, l'année 2005 n'a pas commencé sous de meilleurs augures que l'année précédente. Ils ont donc procédé à des licenciements, et ce d'autant plus qu'ils sont entrés en saison basse. Les charges d'exploitation des hôtels ont enchaîné un deuxième trimestre de modération. En revanche, leur trésorerie, touchée par la tendance baissière des tarifs et l'allongement des délais de paiement de la clientèle, s'est dégradée.

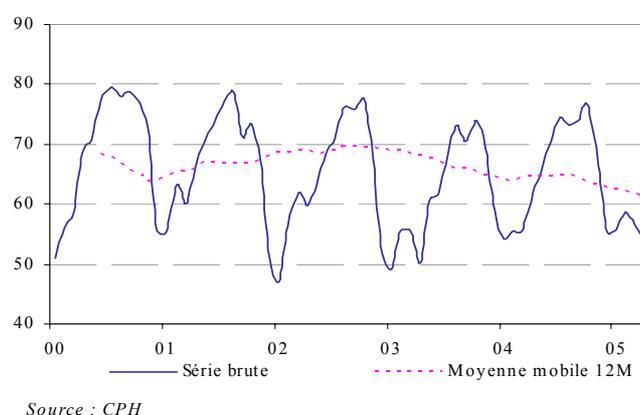
Pour le trimestre suivant, les responsables du secteur s'attendent à une détérioration de la conjoncture, qui devrait les conduire à accentuer leur politique de restriction de l'emploi. Les charges d'exploitation pourraient s'en trouver allégées. Quant à la situation de trésorerie des entreprises, elle devrait rester insatisfaisante : la poursuite de la diminution des prix pourrait minorer l'effet positif du raccourcissement des délais de règlement des clients.

2.6 Hôtellerie - tourisme

Fréquentation touristique (en nombre de touristes)



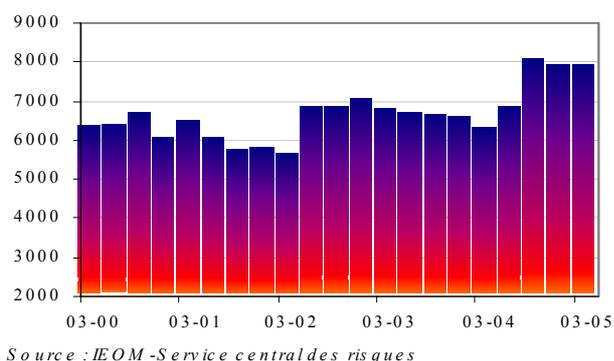
Taux d'occupation des grands hôtels (en %)



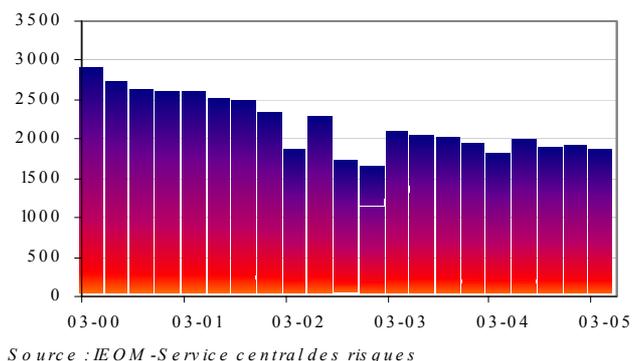
TRAFIC A L'AEROPORT DE TAHITI (Source : SEAC)	T1 04	T4 04	T1 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Nombre de passagers	143 434	157 918	151 133	-4,3%	5,4%

FREQUENTATION TOURISTIQUE (Source : Ministère du tourisme)	T1 04	T4 04	T1 05	Var. trimestrielle	Var. en glisst an.
Nombre de touristes	45 575	53 280	46 860	-12,0%	2,8%

**Crédits moyen terme
Hôtellerie, restauration
(en millions de F CFP)**



**Créances douteuses
Hôtellerie, restauration
(en millions de F CFP)**



2.7 Services marchands

**Opinions des dirigeants d'entreprise du secteur " Services marchands "¹
au 31 mars 2005**

EVOLUTION					
Par rapport au quatrième trimestre 2004					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
➔ stable	⬇ alourdissement	⬇ dégradation	↗ en hausse	⬇ en baisse	⬇ allongement

PREVISIONS					
Pour le deuxième trimestre 2005					
Activité	Charges d'exploitation	Trésorerie	Effectifs	Prix de vente	Délais de paiement clients
⬇ en baisse	➔ stables	⬇ dégradation	⬇ en baisse	⬇ en baisse	⬇ allongement

NIVEAU DU CARNET DE COMMANDES
Par rapport à la normale
- inférieur

¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 60 entreprises du secteur « services marchands » dont 36 ayant répondu.

Commentaires :

Comme au trimestre précédent, le courant d'affaires a été peu animé en début d'année. Malgré tout, les entreprises de services marchands ont embauché, ce qui a pesé sur leurs charges d'exploitation. La conjonction de la baisse de leurs prix de vente et de l'allongement des délais de règlement de leurs clients a conduit à une nouvelle aggravation de leur situation de trésorerie. En outre, leur carnet de commandes ne s'est toujours pas rempli.

Une dégradation de la conjoncture au deuxième trimestre 2005 est redoutée par les responsables du secteur, qui comptent, de ce fait, réduire leurs effectifs afin de stabiliser leurs charges d'exploitation. La trésorerie des sociétés pourrait continuer à se détériorer en raison de la persistance de conditions défavorables, à savoir, une tendance ininterrompue de diminution des prix de vente et la multiplication des retards de paiement.

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
BP 583 - 98713 PAPEETE**

Directeur de la publication : Thierry CORNAILLE
Responsable de la rédaction : Jean-Pierre DERANCOURT
Editeur : IEOM - Etablissement public
21 rue du Docteur CASSIAU – PAPEETE

Achévé d'imprimer le 30 mai 2005
Dépôt légal : 30 mai 2005 - N° ISSN 0296-3116